

Pas de parti révolutionnaire sans
journal : nous devons sauver

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIÉ
N° 513, 1,50 F
JEUDI 11 NOVEMBRE
1971

PSU



*Bon chômage
pour
Noël*

Licenciements chez Wendel-Sidelor (page 4).

FACE au coup très grave porté à toute une région par les décisions de licenciements prises par le patronat du premier groupe sidérurgique français, la riposte n'est pas aisée. Nos camarades de Lorraine le savent bien, qui s'interrogent sur les mots d'ordre offensifs à mettre en avant. François Gyr s'est donné pour tâche de faire des propositions.



PROBLEME : François Gyr, comme Jacques Ferlus, ont travaillé à partir des documents envoyés par nos correspondants. Est-ce une meilleure formule que l'article sur l'Alsace (page 14) ?

Puteaux (page 6).

NOTRE camarade Serge Mallet, président du Comité Anti-Mafia, avait envoyé une tribune libre au Monde, dans laquelle il démontait les mécanismes financiers qui expliquent le crime commis à Puteaux lors des dernières élections municipales et mettant en cause notamment la Banque de Paris et des Pays-Bas. Le quotidien de la rue des Italiens n'a pas voulu prendre ce risque et a donc refusé de publier cet article. C'est pourquoi nous avons décidé de le porter à la connaissance de nos lecteurs.



PROBLEME : De nombreux camarades du Parti sont amenés à prendre des positions publiques. Est-il du rôle de « T.S. » de publier des documents de ce genre ?

Sauver « T.S. » (page 7).

LA disparition de Tribune, pendant deux semaines consécutives, demandait des explications claires. C'est le sens que le Comité de rédaction a voulu donner à ce numéro. Explications financières : où en sommes-nous exactement ? Comment en est-on arrivé là ? Mais aussi explications politiques : quelles liaisons peut-on établir entre la situation du journal et celle du Parti ? Sur ce plan, des opinions divergentes s'expriment. Au lecteur de se déterminer.



PROBLEME : Notre dossier sur « la crise » est une illustration de choix auxquels nous sommes confrontés : s'adresser aux lecteurs extérieurs ou aux militants ? Votre avis ?

Télévision (page 15).

LES émissions dites d'information politique, telles que « Hexagone » d'Igor Barrère et Pierre Charpy, sont fréquentes à la télévision. Ce sont des émissions de forte écoute populaire et nous devons donc nous en préoccuper. Alain Moutot a regardé pour vous l'émission de cette semaine sur les transports. Il a été frappé par la contradiction entre le côté « contestataire » des films présentant la réalité vécue et l'académisme d'un débat qui visait à escamoter les problèmes politiques.



PROBLEME : Le Comité de Rédaction a impitoyablement éliminé les chroniques culturelles au profit de la télévision. Est-ce juste ? Sous quelles formes ?

● Le caractère particulier de ce numéro a conduit à supprimer toute mention publicitaire. Cependant, que nos annonceurs se rassurent. Dès notre prochain numéro, nous leur ferons à nouveau la place qui leur revient.

Aux lecteurs de « T.S. » : Etes-vous d'accord pour que, de façon résumée, nous fassions ici régulièrement le point des événements marquants de l'actualité française et internationale, en négligeant ou en remettant à leur vraie place les informations « bidon » groupées par la presse bourgeoise parlée et écrite ?

● Irlande

La guérilla urbaine s'intensifie, l'I.R.A. développe son offensive : mais les syndicats britanniques et les travaillistes ont d'autres chats à fouetter : leur grande préoccupation, c'est l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et le combat parlementaire d'arrière-garde mené sur ce terrain...

● Congrès de l'A.J.S.

« Vive Marchais, vive Ségué, vive Mollet, vive Bergeron, à bas Mitterrand. »

La formule « gouvernement ouvrier » à force d'être mise à toutes les sauces, devient un slogan vide et vieux. Quant à la manifestation de l'A.J.S. du 31 octobre, malgré sa mise en scène impeccable et les cars de province, les « 6.000 participants » manquaient d'enthousiasme.

● Chine

La Chine (qui vient d'entrer à l'O.N.U. - bravo), menace l'Inde et soutient de plus en plus sérieusement la dictature militaire de Yahia Khan au Pakistan. Certes, la « Chine est rouge » mais le rouge nous vient au front lorsque nous pensons au coup de poignard dans le dos asséné par Pékin à la lutte héroïque du Bangla Desh...

● 1.000.000 de chômeurs au printemps 1972 ?

C'est la question que tous les travailleurs se posent, après les licenciements massifs qui sont annoncés, et un ralentissement possible de la conjoncture prévu au printemps prochain.

Pendant ce temps, la hausse des prix continue, à un rythme non prévu par M. Giscard d'Estaing.

● Dominique Grange : procès le 16 novembre, 23^e Chambre

Là aussi la presse bourgeoise se tait : il faut libérer Dominique et confondre ces Messieurs les Jugés.

● Potage St-Germain

Servan-Schreiber a enfin trouvé des alliés à sa hauteur : Lecanuet et Soustelle : la rencontre historique a eu lieu à Saint-Germain-en-Laye. Comme le dit la chanson, il y a beaucoup de brigands dans la Forêt de Saint-Germain.

● Cinq mégatonnes

Cinq mégatonnes = deux-cent cinquante bombes d'Hiroshima. C'est la puissance terrifiante de la bombe que les Américains ont fait exploser sous terre samedi soir 6 novembre...

● Pompidou à Brest : la vérité

Encore une fois la presse a menti sur l'accueil véritable fait par les Brestoises à Pompidou lors de sa visite : 3.000 personnes ont assisté au meeting auquel participait le P.S.U. (il y en aurait encore plus si la police n'avait bloqué des étudiants venant des facs et des paysans venant des alentours). A midi, après le meeting un cortège s'est dirigé vers la mairie où Pompidou prenait la parole : « Bla-bla-bla - intérêt national, intérêt du capital » c'est sous ces slogans aux fortes résonances et au chant de « l'Internationale » qu'était retransmis le discours de Pompidou. Lorsqu'il est apparu au balcon, des centaines de manifestants, levant le poing, l'ont hué jusqu'à ce qu'il se retire ! A noter l'absence totale du P.C.F...

● Octobre

Moscou vient de célébrer l'anniversaire d'Octobre. Avec des fusées, des bombes, des chars, des divisions. Est-ce cela que voulait le peuple en prenant le Palais d'Hiver ? C'est vrai, il y a les Américains, c'est vrai, il y a les Chinois. C'est vrai, il y a, il y a. Mais le jour qui rappelle Octobre, il devrait y avoir la fête, la joie. Pas les chars.

● Un de moins

M. Jeanneney quitte l'U.D.R. Il dit qu'avec Pompidou, l'Europe n'a plus d'âme, la réforme régionale plus de corps. Il dit qu'avec Chaban-Delmas les familles nombreuses, avenir de la France, sont oubliées, comme le sont aussi, dit-il, les plus-values immobilières et boursières. Il dit que lorsqu'un régime a pour seul programme l'industrialisation et l'urbanisation, ce n'est pas exaltant. Il dit qu'avec de Gaulle, la France respirait plus haut.

Il ne dit pas que lui, Jeanneney, est un idéaliste et que les autres sont des marchands de tapis.

● Video-cassettes

Les nouvelles les plus importantes sont souvent celles qui passent le plus inaperçues, car elles se cachent subtilement derrière le vocabulaire technique. Si l'on vous dit que Hachette a pris le contrôle du marché des vidéo-cassettes, vous vous en moquez autant que d'apprendre l'inventif d'un casse-noisette à moteur rotatif.

Erreur grave. Qu'on en juge : jusqu'à présent, les programmes de télévision sont produits et distribués par un établissement public, l'O.R.T.F. Celui-ci est contrôlé étroitement par le gouvernement ; on sait à quoi s'en tenir. Avec les vidéo-cassettes, tout change : en plus d'appareil récepteur, la télévision devient une sorte de magnétophone capable de reproduire des émissions enre-

gistrées sur bandes que l'on pourra acheter chez son marchand.

D'où l'importance idéologique fondamentale du contrôle du marché de la vidéo-cassette. Or, c'est le groupe Hachette, bien connu pour ses publications révolutionnaires, qui est en passe d'emporter le monopole de ce marché. Cette nouvelle a été annoncée en quelques lignes par deux ou trois journaux français. A la radio, personne n'en parle. Pourtant, c'est sans doute une des plus lourdes de conséquences de l'année.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Direction politique :
Christian Guerche

Secrétaire de rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

●
Directeur
de la Publication
Guy Degorce

●
Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e).
566-45-37

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
51, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos :
A.F.P. (p. 12). Collombert (p. 15).
Elie Kagan (p. 13). D.R. (p. 4, 14).

Le présent numéro est tiré
à 25 000 exemplaires

LE CRIME FASCISTE D'EAUBONNE

Un attentat délibérément criminel

Le 22 octobre, à 21 heures, une réunion se tient à Eaubonne, dans le Val-d'Oise. Les responsables presse de la fédération discutent avec le directeur politique du journal, et le secrétaire de la rédaction, du contenu politique de notre hebdomadaire, de sa formule, de ses possibilités de diffusion.

22 h 30, les vitres de la salle sont brisées. Des « cocktails Molotov » viennent enflammer l'assistance, pendant que des cris hostiles au P.S.U. sont lancés. En même temps des bombes fumigènes tombent dru, rendant l'atmosphère irrespirable.

Grâce au calme des militants, les dégâts sont néanmoins limités et l'incendie est rapidement éteint. Ils sont cependant lourds. Nous éviterons ici de parler des dégâts matériels, encore qu'ils représentent une lourde charge pour la fédération. Mais nous insisterons au contraire sur le sort de nos camarades sérieusement blessés : Maurice Aline, Claude Lizier, Micheline Tribondeau, Anne Girault.

Grièvement brûlés, ils ont été transportés immédiatement à l'hôpital d'Eaubonne. Claude Lizier aujourd'hui, a dû être transporté à l'hôpital Saint-Antoine, où il devra subir un traitement de longue haleine.

L'attentat était donc délibérément criminel, et seul le sang-froid des militants a permis d'éviter le pire : la mort de un ou de plusieurs assistants.

On comprendra l'émotion de la ville. On se félicitera du fait qu'une manifestation de 2.000 personnes dès le 24 octobre ait pu se produire à l'appel des organisations suivantes : P.S.U., P.C.F., P.S., A.J.S., Ligue Communiste, C.F.D.T., Lutte Ouvrière, Secours Rouge, Ligue des Droits de l'Homme, Amitiés Franco-Chinoises, Vie Nouvelle et Fédération des Œuvres Laïques du Val-d'Oise.

Cette manifestation permettait à Michel Rocard de tirer les conclusions indispensables : « l'ensemble des organisations présentes devait arriver à un accord pour mettre en commun toutes les informations et les ressources organisationnelles, afin de rechercher les auteurs de l'attentat et de leur interdire toute activité de même nature. »

Toutes les organisations présentes ont répondu à cet appel. A une exception près. Celle significative du P.C.F., dont nous publions la lettre ci-contre.

Ainsi le parti communiste, même face à une agression fasciste parfaitement caractérisée, maintient tranquille des exclusives, qu'il est en définitive incapable de motiver.

En d'autres temps, du côté de Berlin il procéda à des exclusives de ce genre. Aussi sectaires. Aussi aberrantes. Le fascisme en tira leçon et profit.

Qui compte-t-il rassurer ainsi ? Et attend-il en définitive de la police de M. Marcellin la solution du problème ?

Quoi qu'il en soit, cet attentat marque une étape inquiétante. Et il est heureux qu'un front très large puisse s'organiser, pour préparer la riposte. Nous voulons croire que le P.C.F. voudra bien reconsidérer sa position.

Nous disons surtout, que ceci ne doit plus pouvoir se reproduire. Nous saurons prendre les moyens pour qu'il n'en soit effectivement plus ainsi.

Christian GUERCHE.

Sauver T.S.

1^{ère} initiative :

1 abonné par militant

La lettre du P.C.F. du Val-d'Oise au P.S.U.

Argenteuil, 29 octobre 1971

Camarades,

Nous venons de recevoir votre lettre pour la proposition de rencontre qu'elle contient. C'est pour nous l'occasion de réaffirmer notre position.

Nous considérons en effet que les activités de caractère fasciste trouvent un terrain favorable dans un contexte où le pouvoir prend des mesures visant à restreindre les libertés.

Dans cette situation, seule l'action commune des organisations démocratiques peut contraindre le pouvoir en vue d'interdire les menées fascistes et l'existence de leurs organisations.

Nous regrettons que cette action commune n'ait pu se réaliser au niveau départemental, du fait que votre Fédération s'est cru obligée de faire participer les groupes gauchistes les plus divers à la manifestation du dimanche 22 octobre.

A l'inverse de ce qu'affirme Michel Rocard, il n'y a pas de fait politique nouveau. Le P.C.F., ses sections et ses militants ne participent à aucune initiative avec les groupes précités, dont l'activité politique essentielle est constituée par l'anticommunisme et les attaques continuelles contre l'union des forces ouvrières et démocratiques. Bien loin de développer le mouvement de masse, cette attitude repousse les perspectives politiques attendues et fait le jeu du pouvoir. Il n'est donc pas question que nous participions à la réunion précitée.

Nous sommes prêts à développer l'action commune avec toutes les organisations réellement démocratiques pour défendre et développer les libertés et nous renouvelons, camarades, notre entière solidarité aux victimes de l'attentat.

Pour le Bureau de la Fédération.

Robert Montdargent.
Membre du Comité Central du P.C.F.

Sauver T.S.

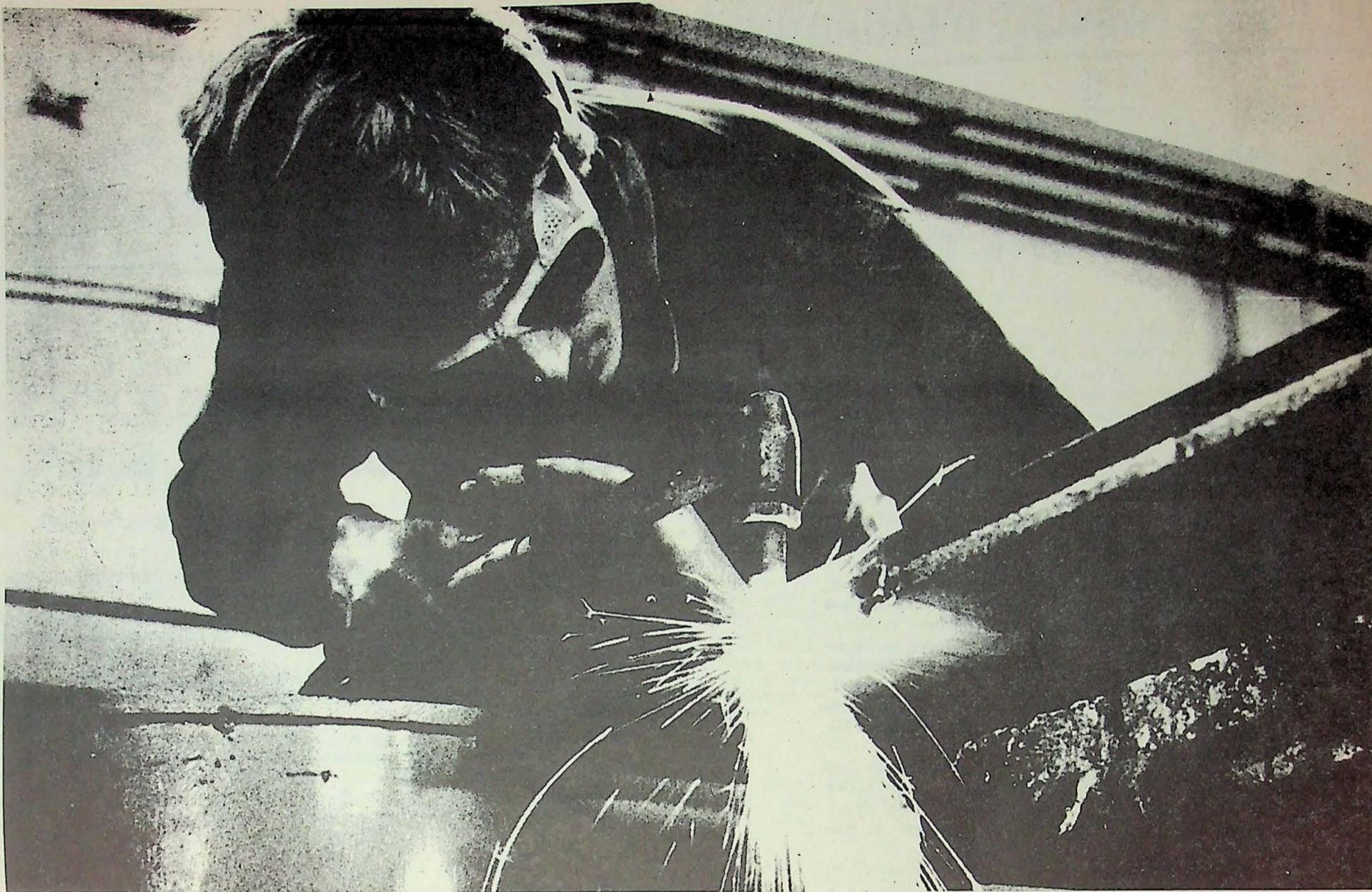
2^{ème} initiative :

Chaque section organise une
fête pour T.S.

Sauver T.S.

3^{ème} initiative :

Une réunion de sympathisants
suivie d'une collecte



LICENCIEMENTS CHEZ WENDEL-SIDELOR

Répondre coup pour coup

« Pour la première fois, les patrons lorrains ouvrent toutes grandes les portes de leurs usines. » Tels étaient les commentaires élogieux faits par la presse et la radio à « l'opération sans précédent » du patronat lorrain et de l'APEILOR (Association pour l'expansion et l'industrialisation de la Lorraine dirigée par la bonne à tout faire du régime : Michel Drancourt). Cette mascarade démagogique continue aujourd'hui avec les promesses de restructuration de la Lorraine de Fontanet, les comités interministériels de Chaban-Delmas, qui viennent après le fameux comité des industriels de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Des portes fermées

En fait de portes ouvertes, c'est de portes fermées qu'il est question aujourd'hui. Dherse, patron de De Wendel-Sidelor, premier groupe sidérurgique français, a annoncé la fermeture dans les quatre années à venir de cinq

aciéries : Knutange, Hayange, Fenderie, Homécourt, Micheville-Villerupt.

Résultat : 12.500 travailleurs vont être mis à la porte. Bien sûr, le patronat et le gouvernement complice font toutes les promesses d'usage ! Reconversions, mise à la retraite anticipée, etc. On a vu le même scénario, il y a un an exactement à Faulquemont. En fait cette décision vient après une série considérable de licenciements dans la sidérurgie. Depuis 1966, les emplois ont diminué de 7 % dans la sidérurgie, de 40 % dans les mines de fer, de 27 % dans les houillères, de 8 % dans le textile. 100.000 emplois supprimés dans la région lorraine depuis 1962. Les chiffres parlent ! La Lorraine crève ! Les travailleurs en supportent les conséquences !

Accumuler le capital

Les patrons, ceux de De Wendel-Sidelor se sont depuis des années oppo-

sés à toute implantation d'usines aux alentours de leur fief (école, logement, églises, transports appartiennent à De Wendel).

Aujourd'hui ils larguent tout sous prétexte de modernisation. Il est vrai que De Wendel-Sidelor a de grosses ambitions ! S'installer à Fos pour produire la tonne d'acier en 5 heures et non plus en 13 heures comme c'était le cas en Lorraine. Wendel-Sidelor se porte bien ! Merci pour lui ! La vieille féodalité De Wendel s'est regroupée en 1968 avec l'Union Sidérurgique lorraine (Sidelor) et la Société Mosellane de sidérurgie (SMS). Ce groupe par une exploitation croissante des ouvriers lorrains a pu réaliser une production de 20,7 millions de tonnes de minerai de fer, et 8,2 millions de tonnes d'acier, soit 35,1 % de la production française. Le chiffre d'affaires a augmenté de 37 % en un an (5,9 milliards en 70). De plus ces messieurs ont été « aidés » par les pouvoirs publics (prêt de 1,8 milliard du FDES (1) sans

compter les 3,9 milliards de prêts à long terme et faible intérêt obtenus auprès de la CECA de 1965 à 1970).

Que veulent-ils de plus ? Selon la logique de l'accumulation capitaliste, ils veulent produire plus et moins cher, plus vite (donc en exploitant plus les travailleurs). On appelle cela la modernisation. Ça veut dire développer Sollac et Sacilor, fermer le reste. On rentabilise ; ainsi on pourra construire sa super-usine Solmer à Fos-sur-Mer : (coût de l'opération : 15 milliards).

Concentrer le capital

Wendel-Sidelor se doit de trouver un argument. Il sort celui archi-usé de la pauvreté du minerai de fer (pour le charbon, on parlait de difficultés d'exploitation). Il s'agit en fait de gros sous ! Le minerai de fer de Mauritanie coûte moins cher. La liquidation de la Lorraine va d'ailleurs au même rythme que la pollution de toute la région de Fos (anhydrides sulfureux, oxyde de carbone, fumées) et des eaux de l'étang de Berre. L'accumulation du capital a engendré la mise en abandon des usines sidérurgiques lorraines (vétusté servie comme argument mais savamment entretenue depuis des années au mépris de la sécurité des travailleurs).

Le capital ment

La revue patronale « Actualités Industrielles Lorraines » déclare dans ses numéros de février 1968 et octobre 1970 : « La fonte lorraine est une des plus compétitives du monde ». Les maîtres de forge vivaient sur l'acquis du passé. En annonçant la suppression des

12.000 emplois, ils ont promis qu'il n'y aurait pas de licenciements. Ils ont promis des pré-retraites, des départs naturels, des reconversions à Sollac, Sacilor et Fos. C'est faux. Au sein du groupe, 2.000 emplois seront parait-il créés. Or, Fos n'emploiera que des spécialistes. 1.400 départs en pré-retraite sont prévus. Ça n'a jamais fait 12.000.

Sur les 33.000 emplois créés selon le gouvernement dans la région, bon nombre d'entre eux sont fictifs. Les patrons se sont envolés avec les subventions. Les offres d'emplois intéressent surtout la main-d'œuvre qualifiée. Et pourtant les patrons lorrains n'ont pas fait de surenchère sur les salaires : Les salaires lorrains sont au 17^e rang en France. Les Lorrains vont travailler en Sarre, au Luxembourg, en Belgique et pour cause !

Le gouvernement complice

Les élus U.D.R. essaient aujourd'hui de faire croire qu'ils servent à quelque

chose. Le député de Thionville, Schnebelen, a poussé son cocorico à l'Assemblée nationale. Des maires, des députés U.D.R. menacent de démissionner de l'U.D.R. La vérité, c'est que ces messieurs sont soumis au capital et à l'Etat. Que fait l'Etat ? Il envoie en Lorraine un préfet super-policier, sur mesure, pour aider Dherse à appliquer son plan.

La lutte s'engage

La classe ouvrière a mené, déjà, des luttes dures contre le chômage en Lorraine. Faulquemont en fut un exemple saisissant.

La lutte des mineurs avait mis en cause toute la politique capitaliste. Le problème se repose aujourd'hui de la même façon. L'annonce de la suppression de 12.000 postes a provoqué la colère. Des milliers de travailleurs ont manifesté le 5 novembre à Longwy. La C.F.D.T. et la C.G.T. appellent pour le 15 novembre à une grève de 24 heures. La C.F.D.T. a

**En Alsace,
à Maisons-Laffitte,
des luttes se mènent.**

**Nos informations
sont en page 14.**

demandé la création d'une commission d'enquête. Les manifestations se multiplient. Une leçon est à tirer de la grève de Faulquemont. La lourde procédure des cartels intersyndicaux s'était écroulée dès que F.O. et la C.F.T.C., la C.G.C. avaient signé les vagues promesses patronales.

La riposte doit être politique. C'est

la grève et l'occupation continue de toutes les usines sidérurgiques lorraines (y compris les plus modernes comme Sacilor et la Sollac) qu'il faut organiser. L'enjeu est de taille. La conjoncture (cf. l'article de Jacques Ferlus) est au chômage. L'action de De Wendel est un défi lancé par le patronat à la classe ouvrière. La riposte devra être à la mesure de ce défi. Comment organiser les 12.500 futurs chômeurs et tous ceux qui paieront les pots cassés de l'opération Wendel-Sidelor ? Aurons-nous la traditionnelle grève de 24 heures, appuyée par ceux qui de droite ou de gauche postuleront la députation en 1973 ?

Se battre pour des reconversions réelles, décidées par les travailleurs en assemblées générales est un objectif essentiel. Porter au patronat des coups plus durs que ceux qu'il porte par les licenciements à la classe ouvrière devient indispensable. □

(1) Fonds de développement économique et social.

600.000 chômeurs pour Noël

L'annonce de 12 000 licenciements chez Wendel-Sidelor, en Lorraine, a remis à l'ordre du jour le problème de l'emploi. Les statistiques gouvernementales pour le mois de septembre dernier reconnaissent qu'il existe 460 000 chômeurs. Et c'est un chiffre optimiste. Entre le mois d'août et le mois de septembre, les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté de 7,30 %.

Depuis la fin septembre, la situation n'a fait que s'aggraver. Ce ne sont pas les statistiques qui le révèlent mais les faits de ces derniers quinze jours. La situation de l'emploi est désormais dramatique pour un grand nombre de travailleurs.

On ferme...!

Les fermetures effectives ou annoncées sont nombreuses. L'Alsace est, avec la Lorraine, une des régions les plus touchées. Les chaussures Servas à Merkiwiller (Bas-Rhin) abandonnent, sans possibilité de reclassement, 126 travailleurs. On annonce les fermetures de deux usines textiles importantes : Isidore-André (800 travailleurs) et la filature de Sélestat (527 travailleurs). Pour le seul département du Haut-Rhin, le nombre des chômeurs est supérieur de 30 % à celui de l'année dernière. Et, chaque jour, 13 500 travailleurs se rendent en Suisse et en Allemagne.

L'annonce de la fermeture de la fonderie Derenne à Bar-le-Duc (550 travailleurs) a provoqué de grandes manifestations dans la région. Et, toujours dans l'Est, la biscuiterie Paquot de Reims ferme ses portes pour rapatrier toute sa production en Belgique en laissant sur place 150 ouvriers.

Toujours au chapitre des fermetures, les balances Testut abandonnent leur usine de Corbeil-Esson-

(94 travailleurs). Les 200 ouvrières de l'usine de postiches Fabre à Gaillac (Tarn) se retrouvent sans emploi et sans possibilité de reclassement, leur usine fusionne avec une entreprise du Nord. La fonderie G.H.M. à Antoigné licencie prochainement les 400 travailleurs qu'elle emploie. La société Nord-Ouest d'Alimentation (Mammoth), à Caen, licencie 300 travailleurs le 31 décembre. Une centaine seulement peuvent espérer

un reclassement. En septembre 1972, l'usine Péchiney-Saint-Gobain de Modane aura disparu. Les 234 travailleurs savent déjà qu'ils ne trouveront aucun emploi en Savoie.

A Narbonne (Aude), suite à la fermeture de quatre entreprises, 150 ouvriers se trouvent sans emploi. Ils viennent s'ajouter aux 1 150 chômeurs de la ville. La situation est grave dans cette région ; au problème des travailleurs de l'industrie s'ajoute celui des travailleurs agricoles dont le nombre a diminué de 3 000, suite à la disparition de 1 200 exploitations.

On licencie...!

Sans aucune explication, la direction de Medicoplast, à La Mure (Isère), a licencié 115 travailleurs sur 164. La direction américaine de Burroughs - France (informatique) décide d'une nouvelle orientation de l'entreprise : 25 travailleurs sont licenciés à Pantin et, à la fin de l'année, l'usine de Villers-Ecale ne comptera plus que 250 salariés. Soit 700 de moins qu'en janvier dernier.

Au Mans, 410 ouvriers de chez Colmans (ex-Schneider-Télé) ont brûlé leurs lettres de licenciement à l'issue d'une manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes. A l'usine des Mureaux (Yvelines) de la S.N.I.A.S., on ne précise pas encore le nombre de licenciements qu'entraînera la restructuration de l'Aérospatiale et le manque de commandes.

1 000 emplois sont supprimés aux laboratoires pharmaceutiques Roussel-U.C.L.A.F. Cela se traduira par la fermeture pure et simple de l'usine de la Plaine-Saint-Denis et par le licenciement de 400 travailleurs à l'usine de Romainville. Sans compter la fermeture probable, à plus ou moins longue

échéance, du laboratoire de recherche, suite à l'accord passé avec le groupe allemand Hoechst.

Pour ce seul département de la Seine-Saint-Denis, le plus industrialisé de la région parisienne, 28 entreprises ont fermé depuis le début de l'année, 90 ont licencié du personnel. On annonce des licenciements chez Prénatal, Fibre-Diamond, Ugine-Kuhlman, Moteurs-Perkins, Air-Industrie. La raison officielle de cet état de fait est la décentralisation en province. Les travailleurs n'ont qu'à suivre leur entreprise. En dehors des problèmes pratiques que cela leur poserait, il faudrait que les salaires en province ne soient pas, comme c'est le cas à Narbonne, inférieurs de 35 % à ceux de la région parisienne.

Il ne fait aucun doute que, dans les semaines qui viennent, d'autres licenciements et d'autres fermetures vont être annoncés. Le pouvoir ne peut pas enrayer cette dégradation. L'absence de propositions de la part du Premier ministre lors de son récent voyage dans l'ouest, tout comme son refus d'y accepter d'entendre les travailleurs, en sont la preuve.

Ce n'est pas davantage par les nationalisations ou par des mesures d'indemnisation du chômage plus importantes, que le problème de l'emploi sera résolu. De la même manière, la suppression des heures supplémentaires et le retour effectif aux quarante heures ne constitueraient qu'un pis aller.

Certes, les travailleurs actuellement touchés par le chômage et les licenciements doivent se battre pour résister le plus longtemps possible aux assauts du patronat, pour retarder les échéances fatales quand ils ne peuvent les écarter, pour obtenir le plus possible. Et toute la classe ouvrière doit se battre avec eux.

Jacques FERLUS.

Dans l'engineering

Le groupe Heurtey, filiale de Paribas, occupe 3 500 personnes. Avec sa filiale Caliaqua, il constitue la première entreprise française d'engineering devant SEMA-Metra (également filiale de Paribas) et Tecnip (filiale d'organismes publics et parapublics). La direction du groupe vient d'annoncer que 200 licenciements auront lieu prochainement. Le motif invoqué est, bien sûr, d'ordre économique. Il est vrai que, dans toute la branche, les licenciements se multiplient. 150 à Luminus (sur un effectif de 400 personnes), 30 à Hydro-Carbone, 15 à Litwin. Parallèlement, 40 licenciements sont annoncés chez Onia-Gegi.

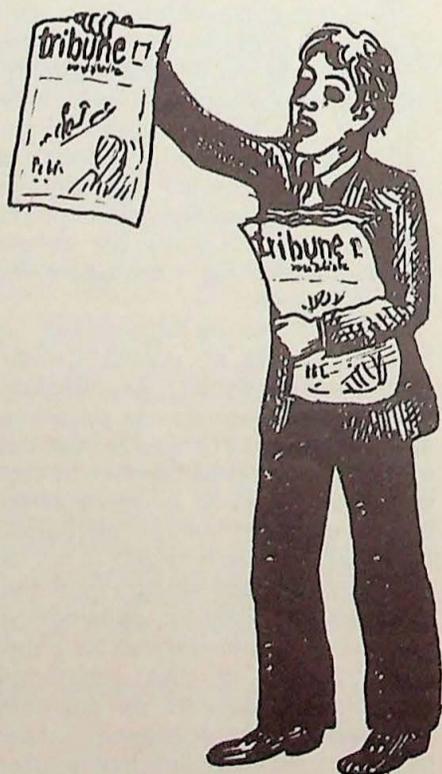
Dès l'annonce des licenciements chez Heurtey, les travailleurs ont demandé la réunion du comité d'établissement, ce que la direction a refusé. Pour appuyer cette revendication, une grève d'une heure a eu lieu dans la matinée du 9 novembre.

Touchez pas au grisbi !

On lira en page 11 :

Main basse sur la ville (*)

Serge Mallet



(*) Ce document, donné au quotidien « Le Monde » pour la publication, n'a pas paru.



Il a fallu deux ans pour que l'obstination d'un fonctionnaire honnête et l'approche de la période électorale aboutissent à l'ouverture de poursuites contre les dirigeants de la « Garantie Foncière » et du « Patrimoine Immobilier ». Notre confrère « Le Canard enchaîné » avait, pourtant, dès cette date, dénoncé les turpitudes du cavalier Rives-Henrys, de Lavaysse et du « naïf » Roulland. On n'attaque pas « Le Canard enchaîné ». Ce ne fut pas le cas de notre confrère « L'Idiot international », lorsqu'au mois de mai et juin 1971, il révéla dans deux numéros spéciaux les dessous financiers de ce que la grande presse avait pudiquement baptisé « l'incident électoral de Puteaux », incident « léger », qui avait fait un mort et plusieurs blessés par balles.

Le maire de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, ancien « socialiste S.F.I.O. », passé depuis au P.D.S. de Müller et Lecœur, mais en fait devenu le protégé d'Achille Peretti, député du secteur, a laissé passer sans réagir le premier numéro de « L'Idiot » qui le mettait en cause. Entre temps, notre camarade Serge Mallet, lors de l'émission « A armes égales » qui l'opposa le 24 mai à Christian Fouchet, reprit à son compte les accusations de « L'Idiot » et mit en cause, non seulement le maire du Puteaux, mais son protecteur politique et l'homme qui, par ses décisions, a permis la réalisation des fortunes qui s'édifient sur le béton des tours de La Défense : Albin Chalandon lui-même. Il est à noter que, sur les treize motifs de diffamation relevés par les avocats de Charles Ceccaldi, la relation des faits relevés par Mallet lors d'une émission qui touchait 30 millions de téléspectateurs, reproduits dans le numéro incriminé de « L'Idiot », n'a, elle, fait l'objet d'aucune poursuite...

Une série de faits concordants sont venus apporter la démonstration de l'importance accordée en haut-lieu à cette affaire et du souci que l'on y a de l'étouffer :

1. L'un des avocats de « L'Idiot », celui-là même qui a étudié le dossier depuis le début, est, depuis quelques semaines au service militaire à la caserne Duplex : Maître Hener Shoukroun voulait, au su de tous, demander à ses supérieurs une permission pour plaider l'affaire. En fait de permission, il a été mis... aux arrêts de rigueur pour « subversion » 48 h avant le procès. Notre camarade Michel Rocard interpellera le ministre des Armées sur ce curieux concours de circonstances...

2. La présidente du tribunal a refusé de donner suite à la demande des avocats de « L'Idiot » et de « La Cause du peuple » (également mise en cause pour publication d'articles diffamatoires dans la même affaire) de renvoyer le procès jusqu'au moment où les avocats des journaux pourraient s'appuyer sur les documents de la véritable affaire de Puteaux, celle de la fusillade du 28 février 1970. Les avocats de la défense, parmi lesquels M^e Cohen-Bacri assure également la défense de la veuve de Salah Khaced, partie civile contre les assassins de son mari, invoquaient le fait que l'article 35 du Code de procédure, interdisait de faire usage dans une autre affaire de révélations et de témoignages couverts par le secret de l'instruction d'une affaire en cours.

La défense des deux journaux ne pouvait faire la preuve des faits relatés qu'en s'appuyant sur les éléments déjà établis par l'instruction de l'affaire pénale. Et s'ils le faisaient, elle tombait à son tour sous le coup de la loi. Rappelons que c'est sur cet article 35 que M. Pléven s'était ap-



puyé pour refuser de demander la levée de l'immunité parlementaire de Rives-Henrys. La présidente n'en a pas moins mis les avocats en demeure d'enfreindre la loi, ce qui n'aurait pas manqué de leur être compté...

3. Le Comité Anti-Maffia, constitué dans la semaine précédant le procès, avait lancé un appel à manifester à Puteaux le jour de l'ouverture de celui-ci. Cette manifestation, à laquelle avaient apporté leur soutien le Parti socialiste, le P.S.U., la Ligue communiste et le Secours rouge au niveau national, a été interdite par la Préfecture des Hauts-de-Seine. Les organisateurs avaient pourtant pris soin de choisir un itinéraire évitant l'artère centrale de Puteaux et s'étaient engagés à dissoudre la manifestation à 20 heures.

4. Mais — et c'est ici le plus grave peut-être — cette affaire a révélé l'impuissance ou la mauvaise volonté de la presse quotidienne à informer objectivement ses lecteurs : aucun quotidien n'a publié le communiqué du Comité Anti-Maffia appelant à la manifestation ; aucun n'a fait état des protestations émanant des Bureaux nationaux du P.S., du P.S.U., de la Ligue communiste, du Secours rouge, devant son interdiction ; aucun n'a rapporté la conférence de presse tenue par le Comité Anti-Maffia au Palais de Justice le jour du procès ; aucun n'a, à ce jour, publié le communiqué de Gisèle Halimi, Thierry Lévy et Cohen Bacri, avocats de la défense, expliquant comment ils avaient été mis hors d'état d'assurer la défense de leurs clients.

Nous publions en page 11 le texte d'une tribune libre donnée par notre camarade Serge Mallet, président du Comité Anti-Maffia, à un grand quotidien national. Dans cette tribune, notre camarade révélait quels étaient les ressorts financiers du crime de Puteaux. On peut dans ce pays dénoncer impunément les plus hautes « autorités » de l'Etat ; on peut, sans grand risque, mettre en cause nommément tous les membres de l'appareil politique, mais il y a des tabous qu'il faut respecter : on ne peut pas toucher à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Le traitement divers subi par les scandales qui ne touchent que les politiciens et les affairistes de troisième zone, et ceux qui mettent en cause le grand capital bancaire révèle mieux qu'aucune analyse théorique où se situe la réalité du pouvoir.

Poser les vraies questions

Par ces quatre pages consacrées exclusivement aux problèmes de « T.S. », le comité de rédaction et le comité politique ont voulu lancer une campagne militante et financière destinée à sauver le journal, mais ils ont surtout voulu engager une réflexion sur la fonction politique de « Tribune ». Le courrier que nous avons reçu, l'enquête politique que nous proposons par ailleurs en sont les éléments essentiels. Encore faudrait-il, pour que le débat s'engage sur le fond, que chacun fasse preuve d'un minimum d'honnêteté politique par rapport aux faits. Aussi est-il grave d'affirmer, comme le font Jacqueline Giraud, Robert Michel et Christian Leucate que la crise de « T.S. » remonte à « six mois environ », alors que tous les membres de la rédaction (qui se trouvent être dans leur quasi-totalité des membres de l'ancien comité) savent parfaitement que c'est depuis octobre 1970, date à laquelle la vente militante a entamé une chute constante, que les difficultés de « T.S. » s'aggravent. Il est non moins grave de laisser penser qu'il existe un risque quelconque de voir monopoliser « T.S. » par la tendance majoritaire du parti alors qu'aucun article politique de fond n'a été refusé à la rédaction de « Tribune » à partir du moment où il était remis en temps utile et que ses auteurs acceptaient le minimum de discipline collective, sans lequel un journal ne peut sortir (le fameux texte du groupe R.A.T.P. dont un certain nombre de camarades veulent faire un cheval de bataille n'a pu être publié parce que remis trop tard à la rédaction).

Ces quelques remarques faites, il faut effectivement dire que le *problème du journal est un problème politique et non purement financier*. D'abord, parce qu'une crise financière est toujours l'expression

d'une crise militante. Ensuite parce que si « T.S. » est en crise, c'est parce que son rôle n'a jamais été exactement défini et que ceci révèle que le parti, hier comme aujourd'hui, n'a pas su attacher à son journal toute l'importance requise. Cette difficulté est apparue à « T.S. » au double niveau de la fabrication du journal et de sa diffusion.

Dans les deux cas, « T.S. » est finalement considéré comme un « secteur à part » dans le parti ou dans l'activité militante. Ceci se traduit notamment au niveau de la fabrication du journal par l'absence d'une coordination suffisante entre le travail des secteurs et des commissions, et son expression éventuelle dans « T.S. ». Trop souvent, des « papiers impératifs » sont apportés par des commissions sans qu'il ait été possible de les intégrer à une conception d'ensemble du numéro. Cette situation s'est améliorée récemment avec la participation des rédacteurs de « T.S. » aux réunions des différentes commissions. Mais cette coordination doit se situer à tous les niveaux du parti. Il faut, par exemple, organiser un travail de formation spécialement consacré à l'expression dans le journal des luttes, des expériences menées à la base.

Trop souvent, « T.S. » recueille des informations par des canaux extérieurs au parti.

Chacun s'accorde à reconnaître qu'un article n'est pas un tract, il faut surtout que l'importance de « T.S. » soit ressentie de telle sorte que les militants ne se contentent pas (même si c'est le plus important) de fournir des informations brutes et non traitées. Il faut, enfin, que chacun accepte le minimum de contraintes propres à un journal. Il est singulier, par exemple, que des camarades refusent de vendre le jour-

nal parce qu'un article a été coupé ou réécrit ou, ce qui est plus grave, que le refus de vendre vienne d'un désaccord avec tel ou tel article du numéro. Il n'y a plus, dans de telles conditions, de démocratie interne possible. C'est pourquoi la relance de « T.S. » suppose que le parti réponde clairement dans les mois qui viennent à trois questions.

1. *Pourquoi « T.S. » ?* — « T.S. » est l'organe du parti. Ce simple rappel suffit à refuser une conception du journal qui soit une somme de « tribunes » venant de l'intérieur ou de l'extérieur du parti. Nous attendons des camarades qui prétendent que « T.S. » est devenu, depuis la rentrée, « un Nouvel observateur » d'extrême gauche, qu'ils nous expliquent en quoi.

Mais être l'organe d'un parti, cela signifie aussi refléter un débat, une recherche qui se traduit par une conception du journal qui ne le réduise pas à un pur rôle agitateur et propagandiste. C'est la synthèse entre ces deux éléments qu'il nous faut faire pour affirmer l'originalité de « T.S. ».

2. *Comment faire de « T.S. » un outil militant ?* — La réponse à la première question entraîne des conséquences militantes et financières : au niveau des moyens donnés au comité de rédaction (possibilité financière de se déplacer en province, engagement de personnel), au niveau des tâches et des responsabilités prioritaires à faire assumer dans le parti, notamment au niveau de la diffusion, de la formation, de la critique et des propositions d'amélioration du journal. Or, ces tâches, y compris au niveau de la rédaction, sont trop souvent non prioritaires aujourd'hui.

Au niveau, enfin, de la coordination des textes de luttes et d'analyses issus des

différents secteurs pour permettre de donner à un numéro une cohérence et pour éviter d'en faire une somme d'articles juxtaposés et difficilement lisibles.

Faire de « T.S. » un outil de propagande et de formation suppose par exemple une réflexion sur la fonction éventuelle des « T.S. » spéciaux plus fréquents qui pourraient servir de référence aux militants pendant plusieurs semaines.

3. *Comment poursuivre, par « T.S. », le débat interne au P.S.U. sans en faire, pour autant, un bulletin intérieur ?* — Le débat du parti ne le concerne pas exclusivement. Ses problèmes intéressent l'ensemble du mouvement révolutionnaire et tous ceux que nous pouvons influencer. Mais ce débat doit être présenté de façon à faire comprendre ce qui est en jeu derrière nos discussions, le plus souvent difficilement compréhensibles.

Il s'agit donc de définir plus précisément le rôle de l'encart destiné aux militants par rapport à la fonction de débat public de l'ensemble du journal.

Il resterait bien d'autres questions à poser. Mais la réponse aux trois que nous venons d'énoncer nous semble prioritaire. Quant à savoir si le parti, et pas seulement sa direction, ont ou non choisi « leur voie entre réforme et révolution », nous avons là un excellent test. Car un parti révolutionnaire sans journal a déjà accepté en partie son échec. Chaque militant, chaque section et fédération (comme la direction du parti) sont donc responsables du sauvetage de « T.S. ». Voilà un excellent moyen de montrer que notre pratique est effectivement révolutionnaire.

Gérard FERAN
Christian GUERCHE

Crise de T.S., crise du Parti

Les problèmes financiers, notre parti en a l'habitude. Pour qu'ils se traduisent, cette fois, par l'interruption de « T.S. » c'est qu'il s'y ajoute un mal plus profond : *la crise politique et non pas seulement financière, du journal*.

Il y a une crise politique lorsqu'un bureau national s'avère incapable d'alerter et d'informer à temps les militants sur une crise financière parfaitement prévisible. Il y a une crise politique puisque, depuis six mois environ, l'audience du journal baisse (certes « la conjoncture n'est pas favorable au mouvement révolutionnaire » mais cela n'explique guère que les militants P.S.U. eux-mêmes cessent de lire leur journal et, plus encore, de vouloir le vendre). Il y a une crise politique enfin lorsque certains se résignent trop vite à régler le sort du journal en se contentant par exemple d'un repli « provisoire » sur un huit pages ou un bimensuel...

Alors que c'est précisément quand la conjoncture n'est pas favorable, quand le parti est en crise, quand le P.S. envisage de sortir un hebdomadaire et que reparait un « Politique-Hebdo » que certains disent « proche du P.S.U. », qu'il nous faut un journal offensif, ouvert au débat politique, tourné vers l'action de masse révolutionnaire.

Il est clair que « T.S. » ne répond pas à ce besoin. Cette crise n'est pas née à Lille (pas plus que les divergences dans le parti) et les « journalistes » de « T.S. » (qui en majorité ne sont pas des journalistes, et qui tous sont militants) en ont conscience depuis longtemps. Mais il serait vain d'attendre d'eux seuls une solution miracle. Car le journal d'un parti n'est que l'expression de ce parti, de ses forces comme de ses faiblesses. Si les militants ne sont pas satisfaits de « T.S. » c'est sans doute qu'ils ne le sont pas davantage de leur parti. Si, à la rentrée, l'audience extérieure du journal semble gravement atteinte, c'est sans doute moins le fait des défauts propres du journal que celui de l'incapacité générale du parti et de sa direction — tels qu'ils sortent du congrès de Lille — à choisir clairement leur camp — réforme ou révolution ? — face à la montée de l'union de la gauche.

Ce qui reste, c'est que les faiblesses du

parti sont plus voyantes à « T.S. », parce que là, chaque semaine, il faut prendre position publiquement. Il faut faire le journal !

Le problème, dans le passé, a sans doute été que le journal a dû traiter nombre de sujets d'actualité sur lesquels, souvent, le débat dans le parti n'était guère avancé. C'était sensible, par exemple, sur les luttes internationales. Autre rubrique contestable, la rubrique culturelle, sujet d'innombrables discussions en comité de rédaction. Mais comment une poignée de militants résoudrait-elle le problème des luttes culturelles et de la critique de la culture, que le parti est loin d'avoir résolu ?

Pas un fourre-tout

Finalement, faute de conception d'ensemble, « T.S. » n'était que la juxtaposition d'un certain nombre d'articles exprimant les uns l'action d'un groupe de militants, les autres l'opinion très personnelle d'un camarade. Cette absence de conception était évidente dans les « luttes ouvrières ». Pour bien montrer la place qu'on leur accordait, « T.S. » publiait, pêle-mêle, le maximum de récits de lutte, plus ou moins significatifs, le plus souvent sans en tirer les enseignements pour la conduite des luttes. Et surtout, sans jamais en tirer les conséquences pour la transformation du parti lui-même.

Une juxtaposition d'articles divers ne fait pas un journal révolutionnaire, l'outil militant pour un travail de masse. Le problème est encore plus difficile après le congrès de Lille. Le journal doit maintenant exprimer les débats d'un parti qui ne peut plus dissimuler ses divergences, tout en fournissant un instrument d'action à chacun de ses militants.

Un organe du débat politique

Il est clair qu'en l'état actuel du parti, profondément divisé sur des questions qui sont d'ordre stratégique, le journal ne saurait devenir l'organe privilégié d'une tendance, fût-elle majoritaire. Il est vrai que, dans l'immédiat, ses « contradictions » affaiblissent le parti. Mais prétendre résoudre ces contradictions simplement en les dissimulant à l'extérieur ne ferait que paralyser l'avance de la réflexion, condamner le parti à une lutte clandestine entre

fractions, décourager ou mystifier les militants en refusant de les armer pleinement pour la poursuite d'un débat qui n'intéresse pas le seul P.S.U., mais bien l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Dans cette optique, il est clair que le journal ne peut que conserver un caractère contradictoire. Mais ces contradictions, au lieu de résulter de l'incohérence d'improvisations hâtives et strictement individuelles, prendront un réel sens politique : elles exprimeront publiquement l'avancée de la réflexion collective au sein du parti.

Ce souci de débat sur la ligne politique implique que le journal sache accueillir très largement tous les articles témoignant des actions menées par ses divers groupes militants. Pour prendre un exemple récent, trois articles ont été publiés sur la grève du métro, mais un article rédigé, au cours de la lutte, par les camarades P.S.U. de la R.A.T.P. n'a pas été publié.

Or, l'action du groupe R.A.T.P. dans la grève a, d'évidence, engagé le P.S.U. Dès lors, il eût été pour le moins normal que « T.S. » fasse le maximum pour exprimer cet engagement comme étant celui du parti tout entier, même si, ultérieurement, la direction du parti devait faire la critique de l'action menée. Il doit être clair que, lorsque des militants, à quelque courant qu'ils appartiennent, mènent une action, ils engagent le parti au même titre que lorsque son secrétaire national s'exprime, et que « T.S. » doit prendre en charge ces prises de position, quitte à ce qu'elles suscitent des « tribunes libres » !

Un outil pour tous les militants

En conclusion, « T.S. » ne redeviendra le journal dont a besoin tout le parti, le journal en diffusé, utilisé quotidiennement par tous les militants, que s'il sait remplir un triple rôle :

1. *Un rôle dans l'action.* « T.S. » doit être un journal pour l'action : c'est d'abord un instrument au service d'une stratégie. Le problème de l'heure, c'est la tendance à l'isolement des luttes : chacun se bat dans son coin, chacun est battu dans son coin. « T.S. » doit être, précisément, cet organe de liaison par lequel les paysans de l'Ardèche sauront très vite ce qui se passe dans les Vosges, par lequel les usagers

de la R.A.T.P. qui habitent Mantes sauront très vite comment organiser le soutien aux travailleurs de la R.A.T.P. en grève... Ceci vaut aussi bien pour les luttes contre la répression ou les luttes anti-impérialistes.

2. *Un rôle de débat.* On l'a déjà dit, mais ici encore, il faut bien s'entendre. Des militants révolutionnaires n'ont que faire de ces tribunes libres qui, dans des journaux comme « le Monde », témoignent de « l'esprit d'ouverture » de la rédaction. Les travailleurs n'ont que faire d'un journal qui, chaque semaine, ne leur apporterait qu'un déluge de « textes d'orientation ». En revanche, tous voient bien l'enjeu des oppositions théoriques et politiques lorsque celles-ci portent sur un fait important de la lutte des classes : pour reprendre notre exemple, entre la conception de la lutte développée par Kertudo, et sans doute Gallus, et celle du groupe R.A.T.P., la divergence n'est pas d'appréciation tactique, elle exprime un clivage fondamental, elle concerne tous les militants, tout le mouvement révolutionnaire.

3. *Un rôle de formation.* Formation ne veut pas dire des « fiches techniques » sur des sujets purement abstraits mais des analyses qui partent de faits connus — la hausse des prix, la rentrée scolaire, la bataille du lait, la crise monétaire, les licenciements dans la sidérurgie, etc. —, apportent une explication d'où découle une prise de position politique. Face aux mystifications distillées par l'énorme appareil de l'information bourgeoise, face aux interprétations autojustificatrices de la presse communiste, les militants du parti ont, plus que jamais, besoin, chaque semaine, de cet instrument d'analyse pour guider leur action.

Telle doit être, aujourd'hui, « Tribune Socialiste », journal de tout le parti. Il ne le sera vraiment que si tous les militants choisissent de lui en donner les moyens, *moyens financiers d'abord, mais aussi volonté politique clairement exprimée.*

Jacqueline GIRAUD
Christian LEUCATE
Robert MICHEL

Pas de parti révolutionnaire sans journal : nous devons sauver

tribune

socialiste

Courrier des lecteurs



LE journal a toujours été pour les militants révolutionnaires un instrument privilégié de leur lutte et de leur expression. Accepter une éventuelle disparition de « T.S. », inévitable si la campagne militante et financière du parti reste insuffisante, c'est prendre une responsabilité écrasante pour l'avenir même du parti, pas seulement pour celui du journal. Le P.S.U., dit-on, a l'habitude des déclarations d'intention. C'est d'actes dont nous avons besoin aujourd'hui. Actes militants pour relancer la vente militante, la campagne d'abonnement et surtout la souscription financière. Mais le parti, s'il veut sérieusement faire vivre son journal, doit aussi réfléchir à sa fonction politique. Ce numéro spécial a précisément pour objet d'ouvrir le débat sur ce point. Mais un débat qui doit avoir des conséquences immédiates sur le contenu et la forme du journal. Les suggestions, les questions posées dans ces pages doivent permettre à tous les militants, à tous les niveaux du parti, de participer concrètement à la relance de « Tribune ». Le P.S.U. doit gagner ce pari s'il veut montrer en fait et non en parole qu'il est un parti révolutionnaire. Que chacun prenne ses responsabilités pour atteindre ce but !

LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U.

● de Michèle MENIER (Paris 12^e)

Tu trouvera ci-joint un chèque de 400,00 F, don de la 12^e section pour aider à la prochaine parution de « Tribune Socialiste ».

● Des sections de LIVRY-GARGAN et du RAINCY

Les sections de Livry-Gargan et du Raincy ont répondu au S.O.S. du journal en envoyant respectivement 150 et 100 F.

Elles tiennent cependant à faire les remarques suivantes sur « T.S. ».

Contenu :

— Manque d'articles de fond ;

— Pas assez de précisions sur la ligne du Parti ;

— Journal difficile à lire par les militants, à plus forte raison pour les autres lecteurs.

Forme :

— Certains militants trouvent plus de plaisir à lire « Témoignage Chrétien » que « Tribune Socialiste » : ceci est peut-être dû à la présentation des articles ?

Tous les militants sont d'accord pour que « T.S. » paraisse toutes les semaines.

Suggestions :

Est-il indispensable que dans une

famille où se trouvent plusieurs militants vivant sous le même toit, on reçoive deux ou trois « T.S. » ? Ne pourrait-on remédier à cet excès ?

D'autre part, les sections de Livry-Gargan et du Raincy aimeraient que soient publiés (dans Directive par exemple), le bilan financier du journal, son tirage, son prix de revient.

● De Bernard CAUCHY.

Lecteur assidu de « Tribune Socialiste » et sympathisant P.S.U., vous adresse ci-joint, un chèque de 100 francs, afin de répondre à votre appel et en souhaitant que

notre hebdomadaire puisse poursuivre son rôle d'information nécessaire sur les luttes engagées par le mouvement révolutionnaire.

● Anonyme.

Ci-joint 100 F pour soutenir « T.S. ».

« T.S. » est en progrès très nets. Il est maintenant beaucoup plus « lisible » qu'il y a quelques années.

● De GARYGA (Reims).

Ci-joint ma participation pour « Tribune Socialiste ». J'espère que

(Suite en page 10.)

Quelques questions simples qui permettront de redéfinir le rôle de « T.S. ». Renvoyez rapidement cette enquête au parti. Communiquez-la autour de vous.

- 1 - Quelles vous paraissent être les principales lacunes de T.S. ?
- 2 - Quelle est l'audience de T.S. ? Discutez-vous avec les lecteurs qui l'achètent ? Qu'en pensent-ils ? Qu'en attendent-ils ?
- 3 - A quelles conditions T.S. peut-il être un outil militant ? (Idées possibles : faut-il multiplier les T.S. spéciaux ; faut-il davantage de dossiers - sur quoi ? - Comment transformer la rubrique "lutttes ouvrières" de façon à avoir des reportages plus vivants d'une part, une plus grande capacité d'analyse et de synthèse d'autre part).
- 4 - Quels autres hebdomadaires lisez-vous ? Comment définissez-vous l'originalité et la fonction de T.S. ?
- 5 - Remarques, critiques, suggestions, etc...

Sauver T.S.

4^{ème} initiative :

Vente de collections
anciennes de T.S.

Sauver T.S.

5^{ème} initiative :

Ecrire régulièrement à T.S.
(même si tout ne passe pas)

Sauver T.S.

6^{ème} initiative :

Multiplier les initiatives par 6

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

Adresse complète : Rue _____ N° _____

M., Mme, Mlle (nom et prénom) _____

Ville _____ N° Département _____

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F (1) 6 mois (26 numéros) 26 F

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle CRITIQUE SOCIALISTE

1 an { 6 numéros « C.S. » } 74 F
{ 52 numéros « T.S. » }

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN nous sommes heureux de vous offrir le livre :

« Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS 15^e - C.C.P. PARIS 5826-65.

(1) Cocher la case correspondante.

Où en sommes-nous ?

C EST avec une certaine satisfaction qu'en 1970 « Tribune Socialiste » avait fêté ses dix ans d'existence :
— satisfaction d'avoir tenu le coup semaine après semaine ;
— satisfaction aussi car pour la première fois nous terminions l'année avec un compte d'exploitation équilibré.

Depuis 1968 des progrès importants avaient été enregistrés, les recettes étaient passées sur :
Abonnements extérieurs au parti de 64.000 F en 1968 à 100.600 F en 1970
Ventes militantes de 74.000 F en 1968 à 147.900 F en 1970
Ventes en kiosques de 8.160 F en 1968 à 49.000 F en 1970

En 1966, « T.S. » paraît soit en 8, soit en 12 pages ; total annuel 428 pages.

En 1970 « T.S. » paraît soit en 16, soit en 20 pages ; total annuel 804 pages.

Tirage moyen en 1966 : 15.400 exemplaires ; en 1970 : 30.380 exemplaires.

Malheureusement une lente dégradation s'est amorcée depuis la rentrée d'octobre 1970, il y a donc maintenant un an.

- Baisse sensible des abonnements.
- Chute sérieuse des ventes militantes.

Par contre, on constate un courant inverse pour les ventes en kiosques où depuis quelques mois, surtout sur la province, on enregistre une montée appréciable des ventes. Cela est sans doute dû à la baisse des ventes militantes, mais donne à penser que « Tribune Socialiste » répond toujours à un besoin et que le lecteur lorsqu'il ne trouve plus le journal dans la rue va le chercher dans les kiosques. Malheureusement, il n'y a pas compensation et il est impensable, étant donné l'organisation actuelle des messageries, que « Tribune » puisse être diffusée par ce seul circuit.

D'autre part, il n'est sans doute pas utile d'insister sur l'influence que peut avoir la réduction du tirage sur le prix de revient du journal. Il y a des charges incompressibles (composition, calage des machines, photos, salaires), entre 25.000 exemplaires et 50.000 exemplaires. L'évolution du prix de revient à l'unité est inversement proportionnelle au tirage, et presque du simple au double.

Depuis deux semaines, la disparition de « Tribune Socialiste » a donné l'occasion à de nombreux militants et amis de notre parti de s'interroger sur la meilleure façon de traverser la crise actuelle. Certains ont matérialisé leur soutien en joignant un chèque à leur lettre d'encouragements ; nous les en remercions vivement. Mais nous savons aussi que notre parti compte de nombreux sympathisants qui, s'ils hésitent souvent à nous rejoindre dans le combat que nous menons, hésiteraient moins à nous soutenir par leur abonnement. Nous souhaitons donc que chaque militant du P.S.U. comprenne que la tâche immédiate est de prendre contact avec tous nos amis, que chaque section porte à l'ordre du jour de sa prochaine réunion la diffusion de notre journal.

Pour les prochaines semaines nous vous souhaitons : Bon Courage !

Guy DEGORCE.

● Le présent numéro de TRIBUNE SOCIALISTE a pu être réalisé grâce aux amis qui se sont immédiatement mobilisés pour réunir le premier million, sur les vingt nécessaires à son sauvetage. Nous nous permettons d'insister : cette résurrection n'aura pas de lendemain si chacun de nous ne se sent pas concerné.

Courrier des lecteurs (suite)

le journal sortira très bientôt. Ce serait une perte pour la presse libre et pour la formation des militants.

Bon courage, et tenez-nous au courant de vos difficultés, pour une autre intervention si nécessaire.

● Du groupe de l'E.N.S.-Ulm.

1°. Développement du courrier des entreprises ; exigence d'une présentation précise de la situation de l'entreprise concernée ; peut-être établissement d'une grille de coordonnées indispensables avant toute information.

2°. Suppression des articles pseudo-culturels : critique théâtrale, cinématographique... En ce domaine « T.S. » ne rivalisera jamais avec les revues spécialisées : on le voit bien au niveau déplorable desdits articles. Et de toute façon, ce n'est pas ce qu'un militant, ou

même un acheteur peut chercher dans un journal qui se veut politique.

● De la section de SUCY-BOISSY

La section de Sucy-Boissy a déjà écrit à « T.S. » pour lui faire part de ses critiques en ce qui concerne notre journal. Nous assurons chaque dimanche la vente de « T.S. » et nous aimerions qu'il soit aussi efficace que possible sur le plan propagation de nos idées.

Par ailleurs, le journal fait trop souvent le bulletin de liaison, avec des articles dont les seuls militants peuvent comprendre le contenu.

Toutefois, la section a convenu que le dernier numéro (du 14 octobre) avait un contenu valable (en prise avec l'actualité) et assez riche. La couverture étant toujours

aussi mauvaise journalistiquement.

Voilà, nous n'ignorons rien de nos difficultés financières, mais il faut un journal un peu plus vendable, si on veut une large diffusion.

● De GATTEAU (Bassens).

Ayant pris connaissance de votre appel paru dans le n° 551 de « Tribune Socialiste », je vous envoie sous ce pli un chèque de 100 F.

Bien que non adhérent du P.S.U. je souhaite de toutes mes forces que votre journal continue de paraître et que nos grandes espérances nées en 1968 puissent un jour se réaliser.

● De JOLIVET (Morlaix).

Beaucoup d'entre-nous auront été étonnés d'entendre si tard

votre cri d'alarme. Je n'ai personnellement été mis au courant des difficultés de « T.S. » que par la rencontre de Guillemet cet été et je crois donc qu'un exposé du fonctionnement de « T.S. » ne serait pas inutile (j'ai admiré dans ce domaine le travail des collaborateurs de « Politique Hebdo »).

Bravo pour votre nouveau style et en particulier pour l'enquête de Yves Maxant sur l'industrie pharmaceutique. C'est un instrument de travail pour les militants que doit être « T.S. » et non un recueil de slogans. Les gens à qui vous vous adressez comprendront d'ailleurs souvent mieux ces exposés (même très techniques) que le jargon révolutionnaire employé à outrance et qui ne convaincra que ceux qui sont déjà convaincus.

Excusez cette lettre longue qui ne vise qu'à vous aider.

Le débat C.F.D.T.-C.G.T.

Le 3 novembre dernier, la C.F.D.T. a rendu public le texte de réponse à la C.G.T. débattu dans les organisations de base en octobre et amendé lors du dernier Conseil national (du 28 au 30 oct.). Ce texte a été accepté avec 90 % des mandats (10 % d'abstentions). La direction actuelle qui n'avait pas fait l'unanimité au 35^e Congrès, obtient là une forte majorité. Il est vrai que le texte préparé par le bureau national est à la fois précis et percutant. Il avait d'abord comme objectif d'être une réponse au document C.G.T. d'avril dernier : « Thèmes de réflexion sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats. » Il est devenu la réaffirmation des positions de la C.F.D.T. votées au 35^e Congrès, accompagnée d'une série de jugements critiques de la C.G.T.

Le socialisme de la C.F.D.T.

C'est tout d'abord à une contestation de l'ensemble de la société que la C.F.D.T. appelle les travailleurs. « Le capitalisme dans l'entreprise ne peut se réduire à un système économique d'exploitation. »

La C.F.D.T. définit de façon plus large le système social qui est fondé sur la hiérarchie et la domination d'une classe privilégiée. Dès lors être salarié « c'est vendre sa force de travail et être subordonné à la volonté patronale par le contrat de travail ».

La société capitaliste est une société d'exploitation inégalitaire et aliénante. Les fondements du capitalisme sont en conséquence les suivants : une certaine organisation économique (propriété privée et libéralisme économique), un certain type de rapports sociaux (hiérarchie, pouvoir d'une minorité), une idéologie qui a pour but d'exalter le libéralisme économique et la réussite individuelle au détriment des aspects collectifs de la vie sociale. La C.F.D.T. considère ces trois éléments comme interdépendants. Par ailleurs, la C.F.D.T. renouvelle son analyse de l'Etat capitaliste : Etat de classe mais dans le sens où il « gère » les intérêts stratégiques et les objectifs généraux de la bourgeoisie. Cela veut dire que sa politique à court et moyen terme se trouve influencée par les intérêts et les objectifs des classes non bourgeoises. Elle insiste également sur la multinationalité du capitalisme et son caractère impérialiste. C'est sur tous ces fronts que les travailleurs se battent et posent ainsi le problème du passage au socialisme. Quel socialisme ? se demande la C.F.D.T. Un socialisme démocratique. Elle le définit comme contraire aux

expériences sociales-démocrates et aux démocraties populaires. Ceci veut dire que le socialisme sera fondé sur trois principes essentiels : l'autogestion, la planification démocratique, la propriété sociale des moyens de production et d'échange, ce qui suppose des institutions politiques décentralisées et de nouveaux rapports sociaux et internationaux. Par ces trois principes, la C.F.D.T. insiste sur le fait que les travailleurs doivent être maîtres de la construction et de la définition de la société socialiste. Cette stratégie prétend éviter les écueils de dictature sans s'enfermer dans une conception restrictive et légaliste de la liberté. Elle met en avant un processus de développement des luttes partant de la situation vécue des travailleurs qui est mise en avant : cet axe essentiel qui n'exclut cependant pas l'éventualité d'un changement électoral de pouvoir politique.

Il est clair que le texte C.F.D.T. se borne à poser un certain nombre de principes sans beaucoup s'avancer dans leur mise en œuvre pratique. Là réside à la fois l'intérêt et les limites de l'entreprise. Le contenu et les formes de l'autogestion restent à définir. La destruction de l'Etat capitaliste est à peine évoquée. Les nombreuses affirmations sur la nécessité du respect absolu des libertés publiques, du pluralisme pendant la période de transition ne sauraient remplacer l'analyse concrète et nécessaire d'un problème aussi important. Faute de l'aborder vraiment, la réflexion de la C.F.D.T. revêt souvent un caractère abstrait et idéaliste.

La critique du document C.G.T.

Plus précises et plus claires sont par contre les critiques à la conception et à la stratégie cégétistes. Elles constatent en premier lieu la profonde ressemblance du document avec le Manifeste de Champigny du P.C.F. Ces deux documents se situent, dit la C.F.D.T., dans une tactique essentiellement électorale (recherche d'une union des forces de gauche). Ceci explique aux yeux de la C.F.D.T. la faiblesse de l'analyse du capitalisme et de la définition du socialisme à construire, peu développées au regard des thèmes de l'alliance des couches sociales victimes des monopoles. L'imperialisme est à peine effleuré. Les militants de la C.F.D.T. poseront donc aux militants de la C.G.T., dans les entreprises et aux travers des luttes, une série de questions. Le document met en avant certains thèmes à développer : les fondements du capitalisme et sa nature (est-ce seulement les monopoles ?), la gestion démocratique des entreprises (est-ce seulement la participation de quelques représentants syndicaux dans les conseils d'administration ?), l'Etat (suffira-t-il de le contrôler pour renverser le capitalisme ?), les classes sociales (quel rassemblement est possible, quels al-

liés la C.G.T. définit-elle à la classe ouvrière ?). Mais c'est encore sur la façon de mener la lutte dans les entreprises que les divergences sont les plus profondes. La perspective autogestionnaire implique des luttes où la base décide démocratiquement les objectifs de lutte. En particulier, les travailleurs auront à définir les rapports de production qu'ils entendent instaurer dans le socialisme démocratique (cela vise particulièrement les réticences de la C.G.T. face à des luttes s'attaquant aux cadences, à la hiérarchie).

liés la C.G.T. définit-elle à la classe ouvrière ?). Mais c'est encore sur la façon de mener la lutte dans les entreprises que les divergences sont les plus profondes. La perspective autogestionnaire implique des luttes où la base décide démocratiquement les objectifs de lutte. En particulier, les travailleurs auront à définir les rapports de production qu'ils entendent instaurer dans le socialisme démocratique (cela vise particulièrement les réticences de la C.G.T. face à des luttes s'attaquant aux cadences, à la hiérarchie).

En s'opposant aussi clairement à la stratégie d'union des gauches, en refusant le principe d'un cartel électoral d'organisations, en développant les thèmes autogestionnaires, la C.F.D.T. marque nettement les divergences de fond qu'il l'oppose à la C.G.T. Les effets de ce pavé dans la mare du néo-front populaire que le P.C. et la C.G.T. essaient avec tant de difficultés de mettre sur pied, vont peser lourdement dans la conjoncture politique des mois qui viennent.

Rémy GRILLAULT.

Le document de **tribune** socialiste

Main basse sur la ville

Le 28 février 1970, un militant socialiste, Balah Khaced, était assassiné de sang-froid lors d'une embuscade tendue par les hommes de main du maire de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud. Les assassins, sauf trois, ont été presque immédiatement relâchés (1). Des témoignages précis établissent aujourd'hui que la police de Puteaux a assisté à la fusillade sans intervenir. Puteaux se tait... On apprend d'étranges choses lorsqu'on laisse trainer ses oreilles dans cette ancienne petite ville ouvrière, bouleversée dans sa vie par l'érection du quartier d'affaires de « La Défense » : Salah Khaced ne serait pas le premier mort ; des victimes de tabassage se taisent, craignant le même sort. Les groupes H.L.M. sont quadrillés par d'étranges personnages, au casier judiciaire trop chargé. Un grand hebdomadaire parisien a pu parler de Puteaux comme d'un nouveau Chicago des années 30.

Puteaux est une bourgade de 15.000 habitants. Le sort de Puteaux a changé lorsque l'E.P.A.D. entama la réalisation du quartier d'affaires de « La Défense » : le plan d'aménagement du Front de Seine prévoyait la construction de 400.000 m² de bureaux dans la zone Puteaux-Courbevoie-Nanterre. Rien que sur la zone de La Défense, c'est un million de m² qui ont été construits en 1969. Près de 2 millions de m² seront réalisés d'ici la fin de l'année. Le mètre carré de bureau construit y est revenu à 3.000 F : il se vend 5.700 F, soit 540 milliards d'anciens francs de bénéfice net réalisés par les constructeurs-promoteurs ! Or, pour construire la Défense, exproprier et expulser la population de ce quartier, obtenir les centaines de milliards d'investissements nécessaires à la réalisation de « l'infrastructure valorisante », les gigantesques rocades routières et le R.E.R., il fallait con-

trôler la mairie de Puteaux, comme il faudra contrôler celles de Nanterre et de Suresnes, comme il a fallu s'assurer le soutien de celle de Courbevoie. La municipalité de Puteaux avait, il y a longtemps, exproprié sur le Front de Seine des établissements industriels et bancaires commerciaux ; elle y prévoyait des logements sociaux, une cité d'artisans, des usines « propres » maintenant un certain taux d'emplois ouvriers. Dès 1957, la Banque de Paris et des Pays-Bas était sur l'affaire, elle avait acheté une brasserie comme « entreprise » (les choses sont ainsi dans ce pays que le terrain nu vaut plus cher que le terrain industriel équipé !) ; elle fut expropriée. Il fallait donc s'emparer de la mairie de Puteaux. Il fallait aussi contrôler l'EPAD, cette société mixte chargée de l'aménagement de la Défense. Devenu maire de Puteaux grâce au soutien du député du secteur, le président de l'Assemblée nationale lui-même, Ceccaldi-Raynaud a revendu le 18 décembre 1969 pour 1.320 millions de francs les terrains acquis douze ans plus tôt par la mairie 980 millions : selon l'administration du Domaine, le terrain a augmenté de quatre fois et demie en cette période ; en réalité, l'augmentation est de 15 fois. Parisbas, qui a fait lancer par sa filiale la SACI, une étude de tour pour logements de luxe, qu'elle a déjà réalisés sur le PH3 va pouvoir le réaliser sur le PH22. M. Chalandon qui a d'un trait de plume autorisé le doublement du coefficient d'occupation au sol est tout prêt à « marcher ».

C'est alors que sortent les numéros spéciaux de l'« Idiot International » ; ils commencent à révéler les dessous de « l'incident électoral ». Après avoir tergiversé, le maire de Puteaux et ses hommes de main, inculpés d'assassinat, attaquent en diffamation le courageux journal. Mais entre-

temps, le PH22 est arrêté. Parisbas s'inquiète et avec elle, toute la mafia des profiteurs de la Défense.

L'affaire de Puteaux est symbolique de cet opéra de Quatre Sous qu'est la République pompidolienne, on y retrouve les grandes affaires, les politiciens véreux et les mafioso...

C'est sur la lancée de cette affaire que vient de se constituer le comité antimafia. Nous serons au procès de « l'Idiot » avec des preuves ; nous serons aussi à Puteaux le 4 novembre, avec le Secours rouge, le Parti socialiste, le P.S.U., la Ligue communiste, pour une grande marche contre la corruption, de la Défense à la mairie de Puteaux.

Mais nous n'en resterons pas là : de la place d'Italie au XIX^e, des Halles à La Villette, nous débusquerons les trafiquants. Les petits, tout petits scandales de la Garantie Foncière et du Patrimoine Foncier sont peu de choses.

Le régime fait le scipion en jetant aux foules inquiètes les noms de quelques petits trafiquants, il cache les vraies forces occultes. Le scandale premier est dans la politique de construction gouvernementale, dans le gaspillage des fonds publics pour réaliser ces bureaux monstrueux, ces bureaux qui resteraient vides si les sociétés d'Etat ne s'y logeaient à prix d'or, que nous payons... Il ne s'agit pas de dénoncer quelques irrégularités de fonctionnement du système, de tenter de le moraliser. Ce que révèle la politique immobilière c'est la nature du système lui-même.

Serge MALLET

(1) Le troisième, Debrossard, régisseur du marché de Puteaux, accusé d'avoir blessé trois personnes à coups de carabine, a été relâché deux jours avant l'ouverture du procès de « l'Idiot » pour « troubles psychiques ».

Une interview exclusive du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam

Avant les élections au Sud-Vietnam, qui ont permis, sous le contrôle et avec l'appui des troupes américaines au fantoche Thieu de se maintenir au pouvoir, ou, du moins, à ce qu'il en reste, nous avons pu interroger une personnalité du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam.

Le plan de paix du Vietnam

QUESTION. — Malgré les échecs militaires qu'elle a subis, l'administration Nixon continue de lancer des opérations militaires au Vietnam. Dernièrement encore, une série de bombardements ont été lancés sur le nord du pays. Quelle analyse faites-vous de ces décisions et de leurs résultats ?

REPONSE. — La politique vietnamienne de Nixon depuis son arrivée à la Maison Blanche jusqu'à ce jour c'est d'une part, la « vietnamisation » de la guerre sur le terrain et la « négociation à partir d'une position de force », à Paris. Cette politique est l'expression concrète de la « doctrine nixonienne » appliquée au Vietnam. Cependant c'est là une politique pleine de contradictions, produit de l'échec des Etats-Unis dans leur guerre d'agression au Vietnam et de l'obstination de l'impérialisme américain à vouloir imposer à tout prix à la population sud-vietnamienne sa domination néo-colonialiste. C'est ce qui explique, d'une part, la prolongation et l'extension de la guerre d'agression américaine au Sud-Vietnam et en Indochine, et d'autre part le manque de progrès à la conférence de Paris sur le Vietnam.

Cependant cette politique n'a pas apporté à Nixon les résultats escomptés. Au point de vue militaire, la guerre « vietnamisée », tout comme la guerre « américanisée », s'est révélée impuissante à réduire la résistance du peuple vietnamien. Ce que plus d'un demi-million de soldats américains n'avaient pu obtenir, comment une armée de mercenaires, pour nombreuse et bien armée qu'elle soit, serait-elle capable de la faire? **L'échec militaire américain** est chaque jour plus évident tant au Sud-Vietnam qu'au Laos et au Cambodge. **Au point de vue politique**, la « vietnamisation » préconisée par Nixon se trouve aussi dans une banqueroute totale. L'administration fantoche de Sai-

gon que Nixon voulait « forte » et « capable » est actuellement plus isolée et plus débilisée que jamais. Les « élections présidentielles » du 3 octobre dernier, avec Nguyen Van Thieu comme seul candidat ont été, de l'avis des plus larges secteurs de l'opinion mondiale, une farce grossière mise en scène par les Etats-Unis qui n'a fait que ressortir encore plus l'échec de Nixon et du groupe belliciste Nguyen Van Thieu. Et que dire de « l'économie » du régime saigonien ? De l'avis même des journaux de Saigon c'est une économie « qui se trouve au bord de la banqueroute, qui subsiste uniquement grâce aux aumônes américaines ».

Dans ce contexte, les opérations militaires américano-fantoche au Sud-Vietnam, tout comme les bombardements contre le nord de notre pays traduisent d'une part l'échec de la « vietnamisation », et d'autre part la politique belliciste obstinée des Etats-Unis. Ces actes de guerre ont créé une grave situation en Indochine et menacé sérieusement les travaux de la conférence de Paris sur le Vietnam. Ils ne peuvent cependant en aucun cas sauver les Américains de l'échec total au Vietnam, encore moins intimider le peuple vietnamien, lequel, est plus résolu que jamais à mener sa lutte patriotique jusqu'à la victoire finale.



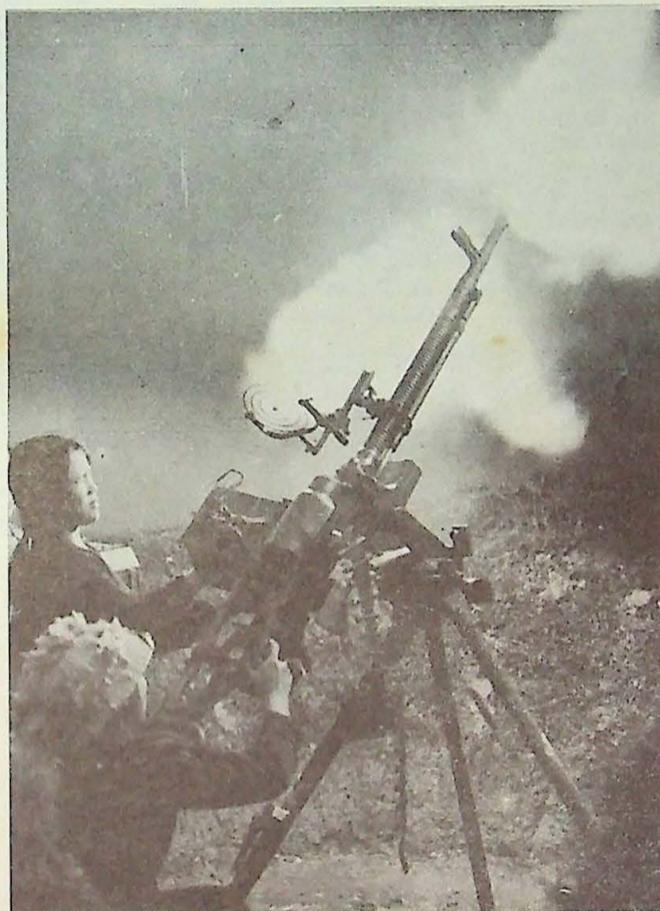
Thieu démasqué

QUESTION. — Quel est à votre avis, la signification de la tentative américaine de maintenir Thieu au pouvoir ?

REPONSE. — C'est là une nouvelle manœuvre de l'administration Nixon qui a fini par mettre à nu la fausseté des prétentions américaines sur le « respect » du droit à l'autodétermination de la population sud-vietnamienne. Elle traduit aussi l'échec de Nixon tout comme celui de Thieu. L'administration Thieu est plus démasquée, plus isolée et affaiblie que jamais. Au cours des derniers mois, le mouvement de lutte de toutes les couches de la population des villes et zones provisoirement occupées, pour la paix, l'indépendance, la concorde nationale, l'amélioration des conditions de vie, pour exiger le retrait total des troupes américaines et pour s'opposer à la farce électorale, a connu un essor sans précédent. Ce mouvement ne fera que se développer malgré la répression barbare et les manœuvres trompeuses de l'ennemi.

QUESTION. — Pensez-vous qu'avec l'approche des élections présidentielles aux Etats-Unis, l'administration Nixon tentera-t-elle de duper l'opinion américaine sur son attitude réelle quant aux perspectives d'une solution pacifique au Vietnam ?

REPONSE. — Depuis son avènement, l'administration Nixon s'est toujours montrée très rusée et perfide, cherchant par tous les moyens à tromper l'opinion publique américaine et mondiale, à faire croire qu'elle est en train de « terminer la guerre » et de « négocier sérieusement ». Elle a utilisé par exemple le soi-disant problème des prisonniers de guerre pour tenter d'induire en erreur l'opinion américaine et pour éviter de parler du problème fondamental, à savoir la cessation de l'agression américaine et le retrait de la totalité des troupes, conseillers et personnel



L'échec militaire américain.

militaires américains dans un délai rapide afin que les militaires américains capturés puissent aussi rentrer chez eux (comme l'a proposé notre plan de paix en sept points).

Cependant nous sommes d'avis que tant que les Etats-Unis n'auront pas cessé leur guerre d'agression en Indochine, retiré inconditionnellement toutes leurs troupes, conseillers et personnel militaires, armement et matériel de guerre et renoncé au maintien de l'administration fantoche Nguyen Van Thieu, tous les mensonges de Nixon sur sa bonne volonté et son désir de paix ne pourront tromper le peuple vietnamien. Elles ne sauront plus induire en erreur l'opinion publique américaine et mondiale.

QUESTION. — Une fois acquis le retrait des troupes américaines comment le G.R.P. envisage-t-il de régler le problème du pouvoir au Sud-Vietnam ? Avec quels interlocuteurs le G.R.P. accepte-t-il d'en discuter ?

REPONSE. — Notre plan de paix en sept points a traité très clairement la façon de résoudre le problème du pouvoir au Sud-Vietnam. Nous estimons qu'il importe tout d'abord de rappeler que le but essentiel de notre lutte patriotique est la libération du Sud-Vietnam du joug néo-colonialiste américain et celui de leurs valets à Saigon, l'édification d'un Sud-Vietnam indépendant, pacifique, neutre et démocratique, et l'acheminement vers la réunification pacifique de notre patrie. Le F.N.L. et le G.R.P. ont toujours préconisé la formation au Sud-Vietnam d'un régime démocratique authentiquement représentatif, élu par la population à travers des élections générales libres et démocratiques. L'obstacle qui empêche la réalisation de cet objectif est la présence des troupes américaines et l'existence à Saigon d'une administration fantoche à la solde des Etats-Unis. Etant donné cette situation concrète, notre plan en sept points exige tout d'abord que les Etats-Unis retirent toutes leurs troupes, cessent leur intervention dans les affaires internes du Sud-Vietnam et mettent fin au soutien du groupe belliciste Nguyen Van Thieu qu'ils ont mis sur pied. Ce qui permettrait la formation à Saigon d'une nouvelle administration se prononçant en faveur de la paix, la neutralité, l'indépendance et la démocratie. Le G.R.P. est disposé à entrer en conversation avec cette administration pour régler les problèmes internes du Sud-Vietnam, y compris la formation d'un gouvernement de concorde nationale à trois composantes (G.R.P., nouvelle administration saigonaise et représentants des autres forces politiques et religieuses favorables à l'indépendance, la paix et la neutralité). Ce gouvernement aura entre autres, la tâche d'organiser les élections générales libres et démocratiques dans tout le Sud-Vietnam, permettant à la population d'exercer son plein droit à l'autodétermination. Le règlement du problème politi-

que, c'est-à-dire celui du pouvoir, au Sud-Vietnam, est, comme on le voit, étroitement lié à celui du problème militaire, c'est-à-dire celui du retrait total des troupes américaines. Fidèle à sa politique de large union et de concorde nationale, le G.R.P. dans le passé, à présent comme dans l'avenir est toujours disposé à entrer en discussion avec toutes les personnes, sans distinction de leur passé politique, appartenance politique ou religieuse pourvu qu'elles soient en faveur de l'indépendance, la paix, la neutralité et la concorde nationale et soucieuses des intérêts du peuple.

QUESTION. — Le programme en sept points qui a été exposé à la conférence de Paris sur le Vietnam représente les objectifs que vous voulez atteindre. Quels seraient alors les éléments ouverts éventuellement à une négociation avec les Américains ?

REPONSE. — Notre plan de paix en sept points est l'expression des demandes les plus fondamentales de la population sud-vietnamienne et notre désir de parvenir à un règlement correct, raisonnable et réaliste du problème vietnamien. Ce plan représente aussi un programme d'action à court terme et long terme, visant à garantir les droits nationaux fondamentaux de notre peuple. Les deux points essentiels de ce plan sont les deux premiers, ayant rapport au retrait total des troupes, personnel militaire et armements américains du Sud-Vietnam en 1971, et le renoncement par les Etats-Unis à toutes leurs manœuvres visant à maintenir au pouvoir le groupe belliciste Nguyen Van Thieu. Une fois ces deux points résolus ; la solution des autres points se trouvera facilitée.

QUESTION. — C'est le Vietnam qui est le plus durement engagé dans les opérations militaires, mais la lutte du peuple Khmer et Lao est inséparable de la vôtre. Quelles formes peut selon vous prendre cette solidarité ?

REPONSE. — Les peuples d'Indochine luttent actuellement sur un front commun contre un ennemi commun, les agresseurs américains et leurs valets, pour la défense de leurs droits nationaux fondamentaux. Comme l'a défini très clairement la déclaration commune de la conférence au sommet des peuples indochinois, nos peuples sont résolus « à fortifier leur union et intensifier leur lutte contre l'ennemi commun jusqu'à la victoire finale ». L'aide et la coopération mutuelle entre nos trois peuples se fait de la façon suivante : « Partant du principe que la libération et la défense de la patrie est l'œuvre du peuple de chaque pays, les parties s'engagent à se soutenir mutuellement de tout cœur, selon les demandes de chaque partie et sur la base du respect mutuel ». La réalité a montré que la solidarité militante entre les peuples de l'Indochine ne cesse de se développer et est la source de leurs victoires chaque jour plus grandes. □



A l'appel d'une douzaine d'organisations parmi lesquelles le Parti Socialiste Unifié, la Ligue Communiste, le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté, le Secours rouge, le Front de Solidarité Indochine, Lutte ouvrière, etc., plus de 20.000 manifestants ont défilé, samedi 6 novembre, de la République à la Nation.

Au travers des quartiers populaires de Belleville et de Ménilmontant, le cortège des militants du P.S.U. a défilé aux cris de « G.I's désertez le Vietnam, Pas de négociations sur le dos du peuple vietnamien, Paris-Washington, A bas l'impérialisme ! »

Au moment où la lutte héroïque des combattants vietnamiens contre l'impérialisme montre le chemin des peuples en lutte du Bangladesh à l'Amérique latine, il était plus que jamais nécessaire de montrer notre solidarité active.

En bref

Qui a tué Ruchaud ?

L'année dernière à Solférino (Landes) le camarade Ruchaud, avec quinze autres travailleurs agricoles, s'était mis en grève pour s'opposer aux méthodes de M. le marquis de Rosambo. Après quatre-vingt-huit jours de conflit, le marquis fut contraint d'accéder aux revendications des travailleurs, de les réintégrer ou de les indemniser.

M. le marquis préféra les indemniser. Pendant une année, le camarade Ruchaud est allé de place en place. Dès qu'il était reconnu comme « un ancien de Solférino », il était licencié. « Je ne veux pas d'un révolutionnaire sur mes terres », lui a dit son dernier patron avant de le chasser...

Quelques heures plus tard, Ruchaud s'est suicidé. Il était père de neuf enfants.

Qui a tué notre camarade, monsieur le marquis ?

La classe ouvrière doit exprimer sa solidarité en aidant, par ses dons, la famille de Ruchaud. Les adresser à la section P.S.U. de Pau, 14, rue du Maréchal-Joffre, Pau, avec la mention : « solidarité Ruchaud ».

Les prolétaires du cheval

Depuis le 11 octobre dernier, un conflit est ouvert entre la Société des steeple-chase de France et les animateurs du Foyer des apprentis-jockeys-lads de Maisons-Laffitte.

Les apprentis-jockeys et lads, âgés de 14 à 16 ans, sont soumis à des conditions de vie et de travail écorçantes. Leur première tâche est de soigner les chevaux, nettoyer les box et faire toutes les corvées pour 50 F par mois. Accessoirement, on leur donne des cours scolaires qu'ils suivent mal compte tenu de leur fatigue. Ils acceptent dans l'espoir d'être un jour des jockeys. Une infime minorité y parviendra. Ici, le cheval passe avant l'homme.

Les animateurs du Foyer des apprentis se sont insurgés parce qu'ils refusent de jouer le rôle de gendarme. La direction réagit par le licenciement d'un animateur. C'est alors qu'une section syndicale C.F.D.T. se monte et que les animateurs décident de se mettre en grève. Ils ne se battent pas pour eux, mais pour populariser les conditions de vie déplorables des apprentis et révéler les incroyables dessous du tiercé.

Le comité de soutien, dans lequel le P.S.U. prend une part active, a fait connaître cette lutte dans la plupart des communes des environs, grâce à des distributions de tracts aux portes des P.M.U. Une manifestation a lieu samedi 13 novembre, à 14 h, derrière le château de Maisons-Laffitte. □

Alsace, région pilote?...

Début novembre, les sept cents travailleurs de chez Gluck à Mulhouse, les cent soixante ouvriers d'Air Industrie à Thann et les cent cinquante d'Elliott à Cernay sont en grève pour des revendications salariales. Alors que les patrons accordent 5,5 % pour rattraper l'augmentation du coût de la vie, les travailleurs réclament 9,5 %.

Elliot : Un changement de direction

L'accord d'entreprise signé en janvier est annulé en mars par la nouvelle direction. Une grève d'une semaine permet de maintenir pour la moitié, l'essentiel de cet accord. Juillet : l'accord sur les salaires est dénoncé ; en septembre le patron précise sa politique : personnalisation du salaire.

Le climat est mauvais : départs de cadres, arrivées de jeunes, accrochages, les délégués freinent leurs camarades. (Une grève démarre chez Elliott, à Cuzet.)

8 octobre : résultats du sondage écrit. Pour une action, 80 % des ouvriers, 20 % des employés.

11 octobre : alors qu'un préavis tourne depuis un mois, tous sortent devant l'usine et votent à 98 % la grève illimitée plutôt que la grève perlée.

26 octobre : les voitures des grévistes cernent l'usine, la police intervient, les employés se rallient aux grévistes et débrayent toute la journée. Les cadres signent une pétition. Le comité d'entreprise à l'unanimité réclame la venue de la direction générale.

2 novembre : quatorze heures de négociations ; quatre-vingts grévistes terminent la nuit dans la salle même des discussions. Augmentation des salaires, de la prime de panier, annulation du salaire de personnalisation pour les ouvriers, etc. Le travail reprend le 4 novembre.

Air Industrie : Un arriéré trop lourd

Un tas de revendications restent insatisfaites (cinquante échelons du manœuvre à l'O.P.). Le directeur, lors des réunions mensuelles, n'est qu'une boîte aux lettres. Septembre : les délégués freinent les gars. Le 13 octobre, les 1,5 % normaux ont été accordés. A la réunion d'information, les ouvriers (peu d'employés), déclarent les revendications non satisfaites et se prononcent pour la grève illimitée dès le 15 octobre. Le 26, les piquets de grève (fatiguants) sont remplacés par des barricades de poutres. Dans ces conditions, la direction ne négociera jamais...

luttons ouvrières

4 novembre : les chaînes sont enlevées des portes, les barricades démontées... cinq ouvriers entrent ! La lutte continue.

Glück : L'espion démasqué (voir notre reportage photo)

La solidarité départementale

Sous la poussée de la J.O.C. et de l'A.C.O., une partie du clergé a quêté pour les grévistes.

A la première manifestation, les militants P.S.U. décident d'une collecte pour le 1^{er} novembre à la porte des cimetières. Mais la C.F.D.T. a la même idée et nous demande de quêter ensemble sous son sigle.

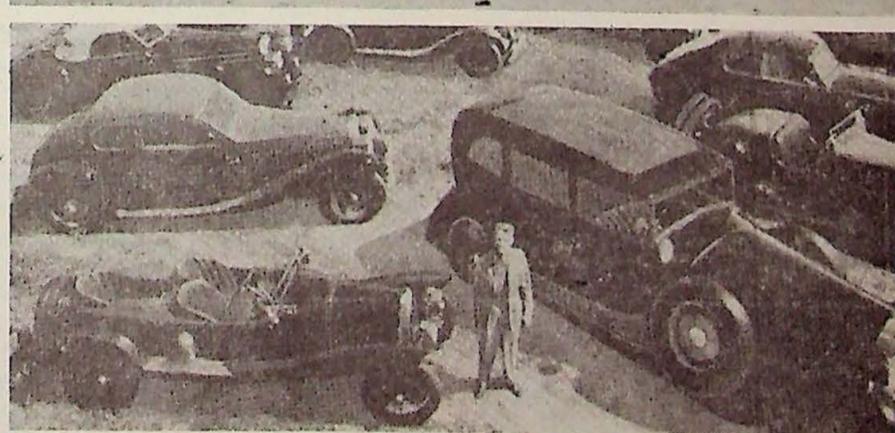
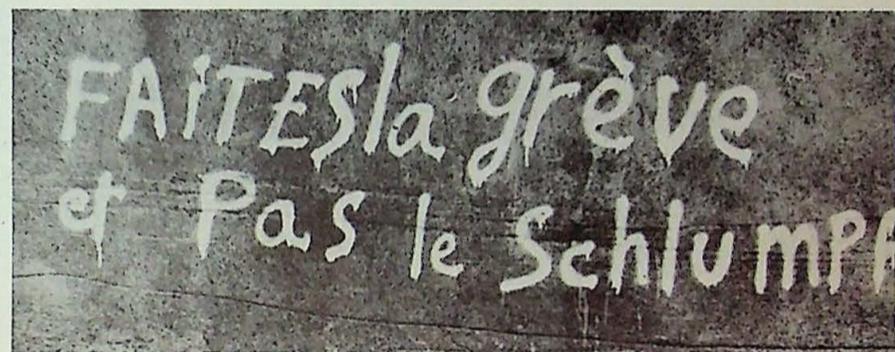
Par contre, deux militants P.C.F. distribuant un tract (« les commu-

nistes avec les travailleurs en lutte ») ont été pratiquement rejetés de la manifestation du 28. Quant à la C.G.T., elle se déclare pour des actions réfléchies et contre les provocations !

Comment continuer la lutte ?

En cette période de récession internationale, le patronat veut faire payer aux travailleurs la restructuration de son système. Pour réaliser de meilleurs profits, il n'hésite pas à recourir aux licenciements et résiste aux revendications. Face à un patronat de plus en plus dur, il est nécessaire que les travailleurs définissent de nouvelles formes de luttes. Ce sera là le rôle des assemblées ouvriers-paysans locales.

Correspondant.



Schlumpf, c'est un patron suisse aux mœurs militaires, qui interdit le pantalon aux ouvrières et collectionne les vieux tacots. Propriétaire d'un vaste groupe textile — 2.000 ouvriers, six millions de kilos de fil, 150 millions de chiffre d'affaires — Schlumpf n'a que des ennuis ! Déjà séquestré en avril 1971 dans une de ses usines, voici que les 700 ouvriers d'une filature qu'il vient de racheter, les Ets Gluck à Mulhouse, l'ont contraint à se réfugier en Suisse...

Embarras des uns, profits des autres

Si lundi soir, à la première chaîne de télévision, « Hexagone » proposait un débat sur les transports urbains, ce n'est pas le pur fruit du hasard. Depuis un bout de temps déjà, les militants révolutionnaires ont su, à différentes reprises, par des actions adéquates, dénoncer ce scandale permanent. On ne peut pas dire que les programmes ont habitué les usagers de la T.V. qui sont aus-

ré comme tel, par l'ensemble des personnes qui en pâtissent, ne fait qu'aggraver encore.

Hexagone et les réalités françaises

C'est avec satisfaction mais non sans appréhension que nous avons appris que la Fédération des comités d'usagers avait été contactée pour

force d'embrayer sur les réalités de la France d'aujourd'hui, mais a abouti souvent à une présentation des thèmes de propagande gouvernementale.

Des images éloquentes et offensives

Les films de Martine Chaussaing et Gérard Pic qui devaient exposer les éléments du problème se transforment

mais elles empirent continuellement, sanctionnées seulement... par l'augmentation des tarifs. En contrepoint de ces remarques justifiées, des flashes cueillent au hasard des panneaux d'une publicité qui ne fait que mettre en relief l'abîme existant entre la vie concrète et l'image mystifiante que la bourgeoisie veut répandre. Un autre film achève le tracé du cercle vicieux : l'inconfort détourne le voyageur du métro vers l'automobile. Le nombre de rames diminue en fonction de la baisse du trafic en maintenant au même niveau les inconvénients relevés.

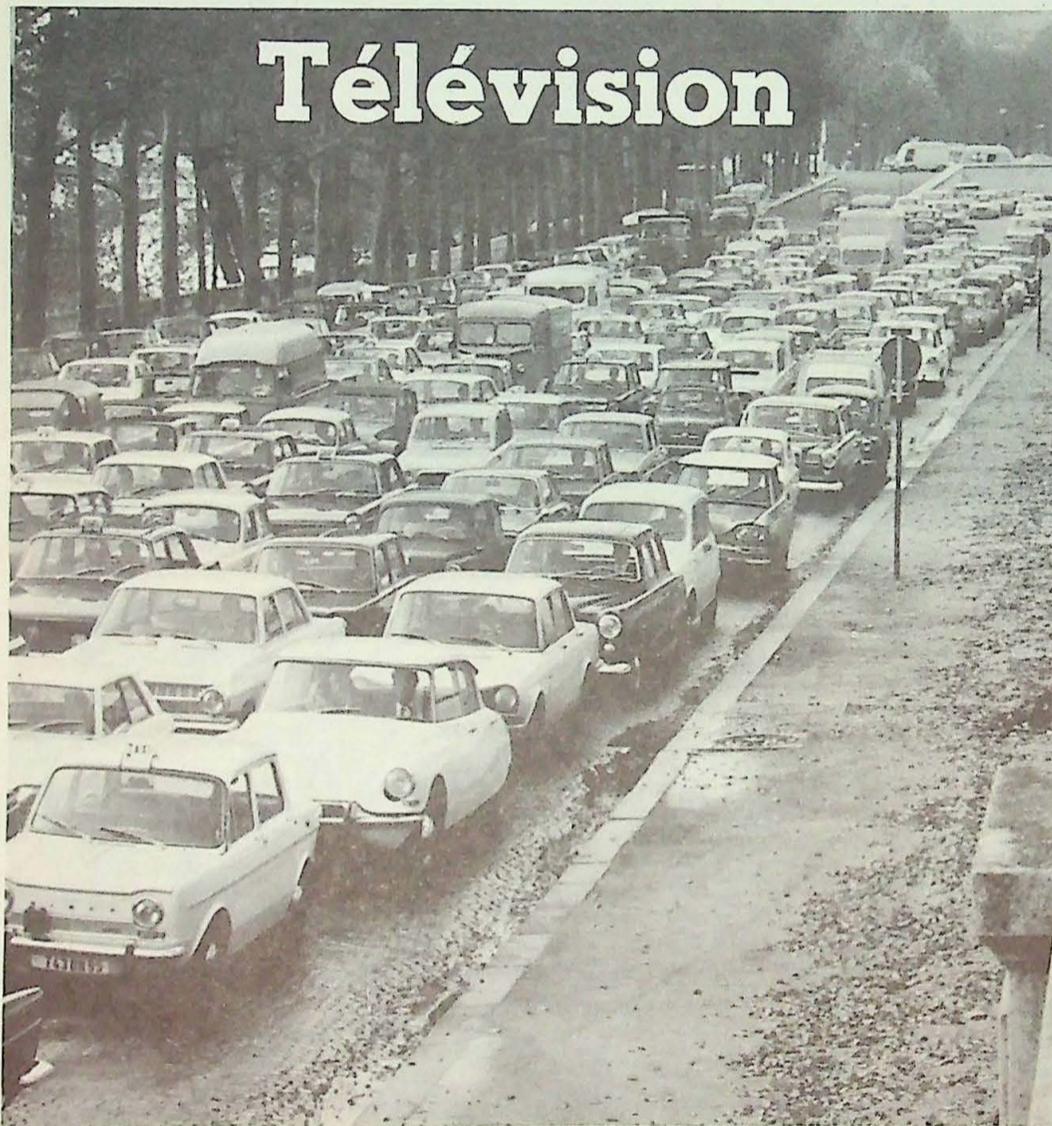
En conséquence de quoi, le parc automobile augmente de 8 % par an et les cités asphyxiées illustrent littéralement une société bloquée. Il s'ensuit un ralentissement des transports en commun de surface (9 km à l'heure de moyenne), ce qui augmente le nombre d'adeptes de l'automobile. La boucle est bouclée. Le pouvoir de l'image utilisé par le cinéma commercial à des fins d'intoxication, donne ici par leur fulgurant réalisme, une idée de la mesure de ce moyen d'expression en tant que stimulant de la prise de conscience, du refus, du réveil.

Les embrouillaminis d'un mini-débat parlementaire

Sur le constat de faillite, il aurait fallu vite passer, les films ayant parfaitement rempli leur office. Sur le reste, si éloquentes qu'ils étaient, ils ne pouvaient tout dire. Mais une heure d'explication sur les deux que durait l'émission, aurait pu faire avancer la question. Il y avait là l'occasion d'exploiter toutes les possibilités non seulement d'information mais de formation de la télévision, intelligemment utilisés. Mais il ne s'agit pas seulement d'intelligence... au moins aurait-on pu procéder par ordre. Étaient à relever et à souligner les causes économiques de l'exil forcé des travailleurs de la banlieue, les raisons d'un urbanisme anarchique qui fait les beaux jours des spéculateurs, les liens entre une économie axée sur l'industrie automobile et le blocage des grandes villes. Mais on se prend à rêver... Au lieu de ça, les fourberies de Charpy, le présentateur de l'émission, se donnèrent libre cours. Il donna le signal d'une bataille rangée entre les représentants de la gauche en ordre dispersé et ceux du gouvernement, méprisants ou satisfaits qui faisaient bloc. Un déluge de chiffres, de pourcentages, de statistiques devait s'abattre sur le téléspectateur

qui cherchait à comprendre. Quand la pauvre Brigitte Gros, aux conclusions de laquelle les tenants du pouvoir feignaient de se rattacher pour mieux la contredire, essayait de ramener le débat sur son vrai axe essentiellement politique, le présentateur expliquait que ça viendrait après. Et l'heure du débat s'achevait dans la confusion. C'était la mêlée. On salivait sur des rapports d'experts, on aboyait des chiffres, on ricanait (le conseiller communiste) sur l'augmentation substantielle du budget auquel on aurait procédé à la place du gouvernement, réduisant cette contradiction fondamentale du système entier à ses agents financiers uniquement. Et pourtant les questions des téléspectateurs qui suivaient en direct de la gare Saint-Lazare plongeaient directement au cœur du problème. Mais le préfet de la région parisienne préférait tout expliquer et ne démontrait rien. (Ainsi l'augmentation démographique ne faisait que souligner l'urgence de l'intervention des pouvoirs de l'Etat et son inaction réelle). Comme par pudeur, le représentant des comités d'usagers refusa de s'engager dans la mêlée tant par timidité que par doute sur l'efficacité de son intervention. Cette pseudo-participation de toutes les tendances relève de la figuration passive et non pas d'un quelconque esprit démocratique. Tout fut fait pour noyer le téléspectateur dans une mare de propos techniques alors que la technique a été utilisée jusqu'ici pour gérer la pénurie. Gageons toutefois, que l'émission dans son ensemble aura touché et fait mouche, ne serait-ce que par la force intrinsèque du problème. Déjà le « Paris-Jour » du lendemain essayait de récupérer un thème sensibilisateur et de lancer un S.O.S. pathétique des banlieusards.

Alain MOUTOT.



si ceux des transports, à voir traiter les problèmes de leur temps. Par un bombardement incessant d'émissions dites de variétés d'un plate monotone, la présentation de la politique comme un domaine réservé à des experts spécialisés, la télévision assure plutôt une fonction anesthésiante. En ces périodes de tensions sociales, l'O.R.T.F. ne fait rien qui puisse ajouter à la morosité ambiante. Aussi à tort et à travers des grilles de programme, nous sert-on des émissions à prétention culturelle dont la démagogie frise la vulgarité. Mais il arrive un moment, où les tentatives faites pour étouffer la gravité et l'urgence d'un problème, considé-

exprimer son point de vue à « Hexagone » sur l'épineuse question des transports urbains. Le principe de l'émission est simple et semblable en tous points à celui des « Dossiers de l'écran » : présentation d'un film introductif et débat par des personnalités choisies pour leur compétence en la matière. Deux différences cependant sont à relever entre les deux émissions :

— Le film d'« Hexagone » représente une recherche en matière de reportage, du langage télévisé en prise directe sur l'événement ou le sujet traité et non pas une archive de cinémathèque ;

— La question retenue s'ef-

vite par la pertinence de ses annotations, en acte d'accusation. Rien n'a été préparé pour affronter cette migration quotidienne constituée par les cinq millions de déplacements dans la région parisienne. Quatre millions de travailleurs qui prennent le métro passent autant de temps pour leur trajet que pour leurs loisirs. Quand le film interroge des spectateurs de la manifestation du 22 octobre, organisée par la Fédération des comités d'usagers, il fait bien ressortir la grogne générale. « Sardines, wagons à bestiaux, pressoir » reviennent constamment dans la conversation. Non seulement les conditions de transport sont des plus mauvaises,

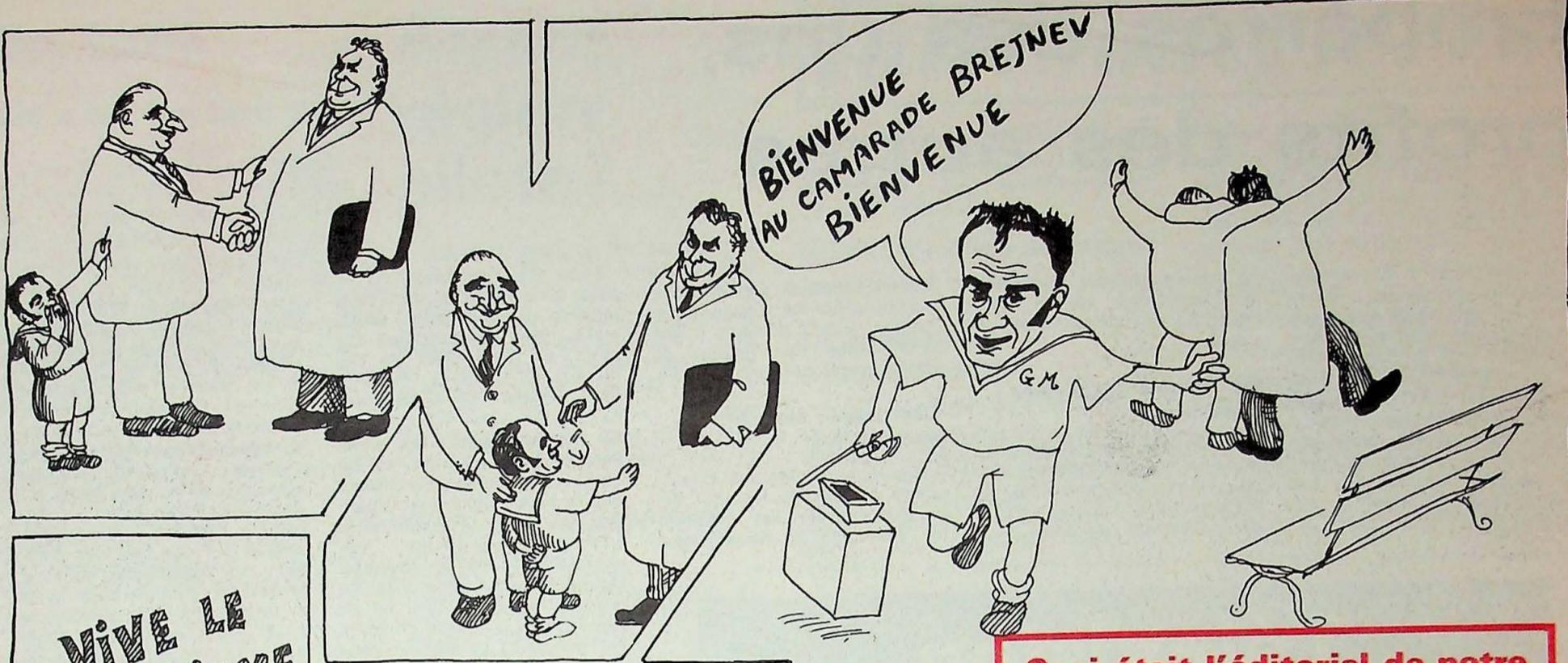
PANTHÉON

Le Jaguar

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h



Ceci était l'éditorial de notre dernier numéro (non paru) Qu'en pensez-vous ?

